2,50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2.80 DH

Combat

SOCIALISTE

N° 39 SAMEDI 18,
DIMANCHE 19,
LUNDI 20 AVRIL 1981

Charles-André Julien : la mémoire vivante du socialisme français

(PAGE 4)

Supplément spécial

LES PROPOSITIONS DE FRANÇOIS MITTERRAND

(PAGES I à XVI)

Pierre Uri,
spécialiste de la fiscalité :

Pour un impôt plus juste

Un entretien avec l'auteur du livre Changer l'impôt.

(PAGE 6)

Sigur Debus
s'est laissé mourir de faim

ATTENTAT A BERLIN-OUEST

(PAGE 7)

LUNDI DE PAQUES

Comme ses confrères, Combat socialiste *mettra en vente, le lundi de Pâques 20 avril, son numéro daté du 21 avril.*

FRANCIS LEMARQUE CHANTE
PARIS POPULI
Un siècle d'histoire de Paris.
De 1830 à 1945, une fresque populaire en chansons, illustrée par un audio-visuel.
DU 31 MARS AU 26 AVRIL - à 20h15
THEATRE DE LA GAÎTE MONTPARNASSE
26, rue de la Gaîté Paris 14 Tél. 322 16 18

Après l'attentat de jeudi soir

LA BOMBE D'AJACCIO A FAIT UN MORT

Peter Hitz, dix-neuf ans, a succombé à ses blessures vendredi. (PAGE 3)



L'aéroport Campo Dell'Oro à Ajaccio après l'attentat : un mort, huit blessés. (Photo AFP)

La violence ne résout rien

UN jeune Suisse de dix-neuf ans vient de mourir dans un hôpital de Marseille. Il avait été parmi les huit blessés atteints, jeudi après-midi, par l'explosion de la bombe à l'aéroport d'Ajaccio.

Cet attentat s'inscrit dans une longue suite. Il a particulièrement touché l'opinion en raison de la gravité de ses conséquences. En raison également du moment choisi pour l'explosion de la bombe : l'avion de Valéry Giscard d'Estaing, candidat en campagne dans l'île, se posait juste sur la piste.

S'agit-il d'un geste d'extrémistes autonomistes ? C'est possible. Il est possible également que ce soit une provocation : la Corse en a connu d'autres.

Cet acte terroriste, qui pouvait viser le chef de l'Etat, a été fermement condamné par tous les hommes politiques et, notamment, par les candidats à l'élection présidentielle. François Mitterrand a exprimé sa « *réprobation absolue de quelque attitude que ce soit ressemblant à de la violence à l'égard d'un candidat qui mérite le respect dans sa personne et dans sa vie* ».

La violence ne résout rien. Il y a, dans notre pays, d'autres moyens d'action pour se faire entendre et pour faire prévaloir ses droits. L'élection présidentielle est une occasion, et une des meilleures, de choisir une politique. Le suffrage universel a plus d'efficacité que les bombes. Et il ne tue pas. En aucun cas, le terrorisme ne peut être approuvé.

Mais on ne peut approuver davantage une politique qui a consisté à répondre par une répression féroce au légitime besoin d'expression originale du peuple corse, à sa demande de voir reconnues son identité particulière et sa volonté de prendre en charge son propre destin. La seule réponse du pouvoir giscardien a été donnée par la Cour de sûreté de l'Etat.

Le rouleau compresseur du centralisme conduit à remplir les prisons. Il mène aussi aux gestes les plus désespérés. La solution ne peut être que dans l'établissement de nouveaux rapports entre le pouvoir central et les régions, dans le respect des diversités. Le Parti socialiste, pour sa part, a fait depuis longtemps des propositions qui devront permettre aux régions, et à la Corse en particulier, de reconquérir leur pleine personnalité.

C'est, pour l'avenir, une des grandes batailles à gagner. Et cette victoire sur le terrorisme comme sur la répression commencera à se construire dès le 10 mai, avec l'élection de François Mitterrand.

Claude GAULT

du 1 au 30 avril
ANNIVERSAIRE
NATIONAL
MEUBLES AFER
DES AFFAIRES FANTASTIQUES
TOUT L'EQUIPEMENT DE LA MAISON
Tél. (73) 92-58-43 Rond-point d'Herbet
Route de Lyon - CLERMONT-FERRAND

Joyeuses Pâques avec des fleurs
ÉTABLISSEMENTS HORTICOLES
PATRICE GROS
FLEURS • PLANTES
PLANTS

géraniums, ou fleurs coupées
primevères, hortensias,
cinéraires, chrysanthèmes,
DEUIL • MARIAGE
☎ (84) 71 04 83
39120 LE DESCHAUX

MINI-CHARGEUSES
PANDA
5 modèles de 14,5 à 66 ch
ENTRAINEMENT HYDROSTATIQUE

• hauteurs de déchargement : de 2,04 m à 2,46 m
• largeurs hors tout : de 1,04 m à 1,80 m
• godets standard : de 220 à 580 litres autres capacités : en option
J. DELOCHE PUBL.
EQUIPEMENTS : PELLE RETRO - TARIERE
DEBROUSSAILLEUSE - FOURCHE
SOCODIMA
10, rue André-Ampère Z.I. du P.M.E.
95310 Saint Ouen l'Aumône
adresse postale : BP 714 - 95004 Cergy - cedex
tél. : (3) 037.49.32 - télex : SOCODIM 697 125 F

Météo

Beau et frais

Poursuite, pendant le week-end pascal, du temps frais et ensoleillé. Quelques nuages sur les côtes de la Manche. Vents de nord à nord-est assez modérés.

Au fond des yeux

Deux dates : 1974, 1981.

Le même homme mais, en 1974, ministre de l'Economie et des Finances, il n'est pas le décideur ultime, il peut arguer d'une responsabilité limitée.

Tandis que, en 1981, il est président de la République depuis sept ans, il s'occupe de tout et sans partage, sa responsabilité est entière.

Deux chiffres : en 1974, 4 à 500 000 chômeurs, en 1981, 1 700 000.

D'une date à l'autre, il a « conduit le changement ». Pour la plus large part, ces chomeurs sont « ses » chômeurs.

J'ai, dans ma collection, une photo de Giscard d'Estaing à Chamalières, en 1974, le représentant alors qu'il regarde les Français au fond des yeux. Vous savez ce qu'une photo peut, parfois, suggérer de l'identité psychologique d'un individu. Mais, ce qui est beaucoup plus constructif, c'est de pouvoir comparer plusieurs photos du même sujet à des moments différents. Ainsi, les observateurs plus futés que moi, des psychologues plus subtils, tireraient de la confrontation de M. Untel regardant, à l'âge de quarante-huit ans, les collines du Perche et, quelques années plus tard, l'Himalaya, des indications intéressantes.

C'est à un examen de cette sorte que je désirerais me livrer. Aussi, je vous demande s'il serait possible de me procurer, pour la thèse de la photographie comparée que je prépare, ce document prestigieux, d'une charge d'émotion si lourde : la photo de Giscard d'Estaing, regardant en 1981, peu importe d'où, mais au fond des yeux, 1 700 000 chômeurs.

A. S.
Brive

Les « dix meilleures années »

Thème favori de l'autosatisfaction du président sortant, les personnes âgées sont la « tarte à la crème » des giscardiens. A les entendre, ce sont eux qui ont fait le plus d'efforts, pris les meilleures mesures pour les « personnes âgées » !

C'est bien sous la présidence de Giscard que j'ai « liquidé » mon dossier retraite. C'est bien sous la présidence de Giscard que j'ai dû, pendant deux ans, lutter pour essayer d'avoir un minimum vital à peu près suffisant.

Autrefois, la retraite était calculée sur la moyenne des salaires des dix dernières années de travail (salaires souvent en baisse à cause du vieillissement, du ralentissement des cadences, etc.).

Victoire ! La retraite est maintenant claculée sur les dix meilleures années de salaire. Oui, mais...

Lorsque j'ai reçu mon premier dossier de « liquidation », je me suis aperçue que ma retraite était calculée sur la moyenne des meilleures années après 1948. Or j'ai travaillé (à Paris) depuis 1928, et mes meilleures années se situent justement avant 1948.

Alors j'ai refusé mon dossier de « liquidation ». J'ai écrit et téléphoné plusieurs fois à la Caisse régionale de Nancy. J'ai écrit à Giscard, à des députés, à des ministres. J'ai fait des articles dans plusieurs journaux. Peine perdue !

Après six mois d'attente, le ministre du Travail (service sécurité sociale), à qui le secrétariat de Giscard avait transmis la lettre, m'a répondu très sérieusement que « pour des raisons d'ordre technique... il est apparu nécessaire de limiter la période postérieure au 31 décembre 1947 la recherche des dix meilleures années de salaire » (lettre datée du 7 avril 1976 du sous-directeur de la Sécurité sociale du ministère du Travail, bureau V).

Alors ? Après avoir travaillé quarante-trois ans et cotisé sur mes hauts salaires antérieurs à 1948, je me retrouve avec une retraite qui n'atteint pas le SMIC. Mais je dois être contente puisque Giscard et son gouvernement sont satisfaits de ce qu'ils ont fait pour les personnes âgées.

Seulement, de qui se moque-t-on ?

S.
Vosges

Liberté, liberté chérie

Comme cent cinquante autres appelés du contingent, j'ai signé un « appel national » et pour cette seule raison je me retrouve en prison, exilé dans une autre caserne à plus de 100 kilomètres de Lons-le-Saunier où je faisais mon service.

Une douzaine d'autres appelés du 60e régiment d'infanterie stationné à Lons (Jura) ont été arrêtés, questionnés et punis. Ils sont certainement éparpillés dans les prisons de la région, sans contact avec l'extérieur et en contact direct avec la « sécurité militaire » qui exerce pressions, chantage, menaces, humiliations. Je ne sais pas le sort réservé aux autres soldats qui luttent sous les drapeaux, mais, vu la détermination des autorités militaires, je crains que leur sort ne soit identique. Donc me voilà, nous voilà emprisonnés pour avoir simplement signé un appel pour l'unité qui disait que, au premier comme au deuxième tour, nos voix iraient sur les candidats de gauche contre Giscard-Chirac. Pour cela nous voilà coupés de nos amis, de nos parents.

N.
(Doubs)

Bulletin météo

L'hiver giscardien a été rude pour la France. On n'en finit pas de compter les dégâts : chômage, inflation, etc. Mais il est un dégât qui, quoique peu apparent, peut s'avérer d'une extrême importance. Nous voulons parler de l'extrême morosité d'un pays envahi par les sentiments de fatalité et d'impuissance que le pouvoir giscardien n'a jamais cessé de lui imposer.

Pour encaisser la crise, il faudrait donc faire le dos rond et attendre que ça se passe. L'hibernation a peut-être des vertus pour les marmottes, mais en politique cela s'appelle de la provocation. Le petit peuple bon pour reproduire, souffrir et se taire, pendant que les autres profitent et s'engraissent, on a déjà connu cela en France mais les têtes royales ont roulé.

Non, l'hiver ne sera pas sans fin : l'alternance est une loi de la nature. Et même si le peuple de gauche frissonne sous les vents d'Est résiduels qui mordent, certes, mais aux chevilles, il est un bulletin météo dont nous ne laisserons pas la responsabilité à la télévision (qui cultive l'erreur en ce domaine), c'est celui que nous mettrons dans l'urne pour chasser les frimas.

Et le printemps reverdira.

PS
(Gap)



FRANÇOIS MITTERRAND A CLERMONT-FERRAND ET A GRENOBLE

La victoire commence dès le 26 avril

De notre envoyée spéciale, Ghislaine Toutain.

A Clermont-Ferrand: un appel aux non-socialistes

C'EST Roger Quillot, maire socialiste de Clermont-Ferrand, et André Girard, premier secrétaire, qui accueillent François Mitterrand sous le chapiteau blanc dressé sur la grande place de la ville. Les élus socialistes du département (trois sénateurs et trois députés) sont présents ainsi que Maurice Pourchon, président du conseil général, socialiste lui aussi, et avec eux plus de 3 000 personnes.

L'Auvergne n'est pas bien portante avec 50 habitants au kilomètre carré; c'est une des régions les moins peuplées de France, les exploitations agricoles ont été abandonnées les unes après les autres, et ses grands centres industriels sont touchés par le chômage. Les 20 000 chômeurs de 1974 sont aujourd'hui 38 000, les socialistes viennent d'ailleurs de publier un plan socialiste pour l'Auvergne dans lequel ils proposent les mesures pour mettre fin à cette situation.

Pendant près d'une heure, François Mitterrand, tour à tour chaleureux, passionné et ironique, a présenté les grandes lignes de son action une fois élu, mais auparavant il avait tenu à exprimer sa « *réprobation absolue* » de l'attentat dirigé contre le président de la République sortant alors qu'il s'apprêtait à faire un meeting en Corse : « *J'ai demandé à prendre toutes les nouvelles nécessaires et j'assure le président de la République de ma pensée à l'égard des victimes... Il n'existe qu'une seule mesure contre la violence : la démocratie.* »

Le candidat sortant, après avoir rappelé l'échec du septennat écoulé, a particulièrement insisté sur la reconnaissance des droits des travailleurs dans l'entreprise : « *Songez qu'il y a près de deux siècles que les citoyens et les citoyennes se sont défaits de l'ancienne monarchie, et qu'ils ont bâti les fondements de la souveraineté populaire; or, dans l'entreprise, aujourd'hui, persiste une sorte de droit divin puisque les travailleurs ne peuvent y exprimer ce qui les concerne directement. Nous voulons que l'homme et la femme trouvent là aussi la possibilité de s'assumer soi-même et de disposer du droit d'être informé de ce qui s'y passe et de peser sur les décisions qui s'y prennent.* »

François Mitterrand a ensuite lancé un appel aux non-socialistes : « *J'entends les amener à nous dans les dix jours qui viennent.* » Il s'est déclaré « *certain qu'une bonne moitié de ceux qui voteront pour Valéry Giscard d'Estaing le feront par solidarité de classe... Je suis persuadé qu'ils doutent autant que nous de l'efficacité et de l'utilité du septennat passé.* »

Sur l'apparente discorde entre Giscard et Chirac, le candidat socialiste a estimé qu'il y a un « *côté cannibale* » dans leur façon de procéder par rapport à la politique qu'ils ont conduite ensemble.

A Grenoble: concentrer toutes les forces sur le premier tour

DEUX heures plus tard, François Mitterrand se rendait à Grenoble où 15 000 personnes rassemblées au palais des sports l'attendaient. Déjà, Hubert Dubedout, maire socialiste de la ville, Louis Mermaz, député de l'Isère, et Michel Rocard avaient pris la parole. C'est devant un auditoire très attentif, qu'il a « *incité* » à la réflexion, que le candidat socialiste a développé en profondeur les quatre grands thèmes qui, outre l'emploi, constituent la base même de la société qu'il propose de bâtir.

Tout d'abord, les relations de l'homme et de la machine. La« *société conservatrice,* a-t-il expliqué, *sest servie de la machine pour dominer et écarter encore plus les travailleurs, et l'a mise à la disposition d'une couche sociale minoritaire toute puissante... Nous devons utiliser les réussites scientifiques et techniques pour que les ouvriers, les employés et les cadres puissent participer aux décisions dont dépendra leur vie* ».

Deuxième point, le développement de nos relations avec le tiers monde, problème à la fois de solidarité humaine et de collaboration bénéfique pour tous.

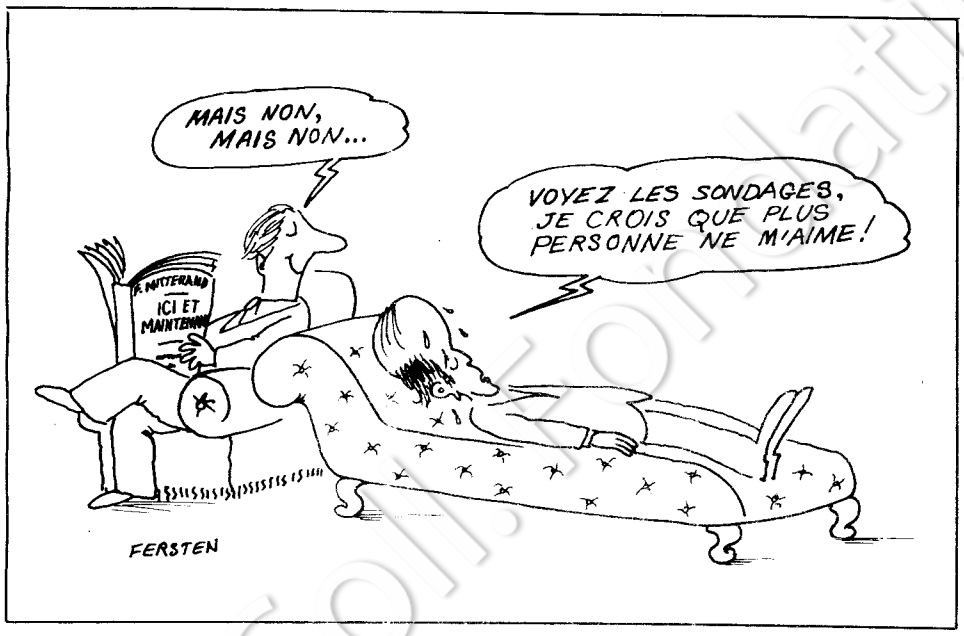
Troisième thème, la communication entre les individus dans une société plus humaine et plus juste.

Enfin, les rapports de l'homme et de la nature, le refus du tout nucléaire au profit de la diversification et des économies d'énergie.

François Mitterrand a alors abordé la partie politique de son intervention : « *Depuis quinze ans, j'ai engagé le combat pour le rassemblement des forces populaires, je suis resté fidèle à mes idées. Moi je suis pour l'unité et le rassemblement, mais cela ne peut se faire à n'importe quelle condition, j'entends garder ma parole libre et ne me soumettre a aucun diktat.* » Il faut que le 10 mai, a-t-il poursuivi, un immense élan national l'emporte. Mais, à Clermont comme à Grenoble, il a souligné la notion de « *vote utile* » et a appelé à « *concentrer toutes les forces sur lui dès le premier tour* ». Il a ensuite défini l'« *enjeu* » de l'élection : « *Il faut réduire au maximum l'écart entre le premier candidat de la droite et le premier candidat de la gauche... S'agit-il de permettre à l'un des deux candidats de la droite de bénéficier de la majorité des suffrages de son camp tandis que nous couperions en morceaux les nôtres ?* » Pour François Mitterrand, « *peu importe qui sera le candidat de la droite au deuxième tour. Un seul mot d'ordre, il faut le battre.* » Au reste, pour le candidat socialiste, « *la dispute entre Giscard et Chirac ne paraît pas reposer sur un limon très épais d'idéologie* ».

Névrose chez les giscardiens

GASTON DEFFERRE, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a évoqué les récents sondages. Il a constaté « *la courbe descendante de Valéry Giscard d'Estaing depuis le début de la campagne* » et il a rappelé, faisant référence à la chute de Jacques Chaban-Delmas en 1974, que cette tendance à la baisse ne pourrait aller qu'en s'aggravant. Le président-candidat se trouve dans une position ambiguë, « *s'il répond aux critiques de Jacques Chirac, il perd des voix, et, s'il ne répond pas, il le laisse prendre des points* ». Au contraire, François Mitterrand reste stable, au niveau de 23,5 %, « *score jamais atteint par le candidat du Parti socialiste et compte tenu de la présence des petits candidats de gauche* ». Sur les critiques ou l'indifférence affectée de l'UDF vis-à-vis des sondages, le maire de Marseille a déclaré : « *Les sondages représentent un échantillonnage national qui prend en compte cette France profonde que, seul, comprendrait le président sortant.* »



Derniers sondages, derniers problèmes

TOUTE publication de sondage relatif à l'élection présidentielle sera interdite après le samedi 18 avril minuit. Ces publications pourront reprendre le 26 avril à 20 heures jusqu'au samedi 2 mai à minuit. Du coup les enquêtes se bousculent au portillon. Voici les résultats des trois dernières.

L'Express/Louis Harris France — réalisé du 10 au 13 avril auprès de 1 000 personnes — égalité au second tour, ce qui marque un recul de deux points du candidat sortant par rapport au dernier sondage de cet institut. Au premier tour, Giscard recueillerait 28 % des suffrages, Mitterrand 24, Marchais 18 et Chirac 17.

Le Point/IFOP — réalisé les 13 et 14 avril auprès de 1 951 personnes — donne Mitterrand élu au second tour avec 51,5 % des voix. Soit un recul de 3,5 points pour le candidat sortant. Opposé à Jacques Chirac, le candidat socialiste l'emporterait avec 8 points d'avance. Au premier tour, Giscard recueillerait 27,5 & des suffrages, Mitterrand 23,5, Chirac et Marchais 17.

Sondage SOFRES/*Le Figaro* enfin — réalisé les 14 et 15 avril auprès de 1 000 Français — n'analyse que les résultats du premier tour. Soit Giscard 27,5 %, Mitterrand 22, Chirac 19,5 et Marchais 18,5.

A ce sujet, précisons que la SOFRES ne reconnaît pas pour le 2e tour les résultats du sondage — non publié par le *Figaro* — dont nous avons fait état dans notre numéro du 11/13 avril. Les chiffres que nous avons publiés, sur la foi d'informations officieuses, doivent donc être considérées sans valeur.

• **Jean Kehayan**, journaliste exclu du Parti communiste critique la « *politique suicidaire* » de Georges Marchais. « *Pour sortir la gauche de l'impasse, pour retrouver un minimum de pratiques démocratiques, il est indispensable de désavouer Georges Marchais par un vote sanction* », a-t-il ajouté en dressant le bilan de la politique étrangère du PCF.

• **L'intergroupe UDF** du Conseil de Paris a fait part au maire de la capitale du problème que pose l'excès évident de la campagne de Jacques Chirac et l'utilisation à cette fin d'hommes et de moyens de la ville de Paris.

L'attentat d'Ajaccio

Un jeune Suisse meurt de ses blessures

LE jeune Suisse Peter Hitz, dix-neuf ans, qui avait été blessé grièvement dans l'attentat survenu à Ajaccio, est décédé dans la nuit de jeudi à vendredi à l'hôpital Timone à Marseille. Les trois autres Suisses présents dans l'aéroport n'ont été que légèrement blessés.

Rappelons qu'un engin a explosé, dans l'aéroport de Campo dell'Oro à Ajaccio, quelques instants après l'atterrissage de l'avion à bord duquel se trouvait Valéry Giscard d'Estaing, blessant neuf personnes.

L'engin a été déposé à la consigne automatique de l'aérogare alors que le hall était plein.

L'attentat n'est toujours pas revendiqué. Le FLNC avait d'ailleurs déclaré il y a quinze jours qu'il marquerait une trêve durant toute la campagne présidentielle.

DE JEAN JAURES A FRANÇOIS MITTERRAND

Charles-André Julien, un socialiste dans le siècle

Au cours du symposium sur la culture qui s'est tenu récemment à l'Unesco, François Mitterrand a commencé son discours en rendant hommage à Charles-André Julien. Cet hommage allait à l'homme, élevé dans l'ombre de Jaurès et collaborateur de Blum, qui milite dans le Parti socialiste depuis soixante-dix ans.

***Combat socialiste* a rencontré Charles-André Julien. Il a retiré de cette entrevue une leçon de confiance et de continuité.**

« *C'EST la génération de l'ordinateur. Il faut qu'il y ait des gens comme Rocard, comme Attali... Les livres d'Attali, c'est quelque chose d'autre. Il y a des jeunes qui apportent au parti les éléments vivants d'une société scientifique dans laquelle ils ont vécu. Ils l'ont en eux. Ils l'ont absorbée, digérée. Ils ont été formés par le dedans. Moi, je comprends, mais je ne la vis pas. Je trouve que c'est à eux de parler. Ils obligent à repenser nos traditions...* »

Toutes ces phrases tombent par bribes, hachées sur un ton de jubilation, d'élan, d'ouverture sur demain. Le voici rieur parmi des centaines de livres: tout un horizon de connaissances. Et, pourtant, c'est dans la vie qu'il veut encore apprendre: « *Je suis heureux en pensant à la jeunesse. Je reçois constamment des jeunes de vingt, trente ans. Ils me permettent de rester lucide. Cette jeunesse est généreuse, franche. Elle rejette les idées toutes faites. Elle est plus intéressante que celle de mon temps, qui était plus hypocrite...* »

Un sur mille

Son temps... Quelque chose bascule. On était tellement en train de cheminer vers l'avenir, lui marchant devant. Lui, Charles-André Julien qui n'a cessé de marcher, marcher toujours depuis le petit village de Saïs, près de Castres dans le Tarn, pays de son père; depuis l'Algérie, où, « *dans un lycée de 1 000 élèves, il n'y avait qu'un seul Arabe, et ce fut un choc de voir cette injustice* »; depuis cette école du Bordelais, où il faisait partie des trois meilleurs élèves que le maître poussait « *pour battre les autres écoles* » mais qu'il dut voir, à treize ans, ses deux camarades quitter les études parce que trop pauvres, et le plus doué des trois se faire charretier par nécessité. Une injustice criante...

Son temps... il y eut soixante-dix ans en janvier dernier. Charles-André Julien, qui avait alors dix-neuf ans, entrait au Parti socialiste, en Algérie où son père était professeur.

« *Le secrétaire général de la fédération d'Oran, qui avait connu la Commune, me mit à l'épreuve dans l'espérance que je pourrais servir le parti. Pendant onze mois, je fis des articles ou des adresses d'enveloppes. Au bout de ce délai seulement, il me permit d'entrer au parti.* »

Le préfet m'avait promis

A vingt-six ans, il était président de la Ligue des droits de l'homme d'Afrique du Nord, ce qui lui permit de « *prendre un contact permanent avec les problèmes d'injustice coloniale* ».

« *En 1919, je fus appelé à me présenter à la députation et je décuplai les voix du parti. Le préfet m'appela aussitôt, en me promettant un portefeuille de secrétaire d'Etat avant quarante ans et de fortes subventions des milieux économiques si je supprimais l'adjectif « unifié » après socialiste...* »

Quinze jours après, il doublait encore ses voix dans un secteur urbain, devenant conseiller général d'Oran. Il était le premier élu socialiste d'Algérie.

« *Dès lors, les forces coloniales s'acharnèrent sur ma famille et sur moi. Il me fut impossible d'obtenir un poste de professeur en Algérie. Cependant, Léon Blum, qui avait été frappé des résultats aux législatives, proposa au congrès de Strasbourg, en 1920, de créer en ma faveur un poste de délégué à la propagande pour l'Afrique du Nord. Ce fut la plus belle période de ma vie de militant.*

» *C'est alors que je connus pleinement ce qui fait la force essentielle du parti: la vie des sections. Je compris combien les militants de province, et à fortiori d'outre-mer, ont besoin de s'entretenir avec des camarades mieux renseignés qu'eux et à qui ils peuvent librement poser des questions sur ce qui les embarrasse. Les réunions de fédération, de section ont ainsi plus d'importance que les meetings.* »



Charles-André Julien et François Mitterrand au cours du symposium sur la culture, à l'Unesco, le 19 mars. (Photo AFP)

Blum m'avait dit : « Au revoir, Julien ! »

En 1921, la fédération d'Oran opta pour la IIIe Internationale, entrant dans le nouveau Parti communiste.

« *Les jeunes comme moi qui n'avaient pas trente ans se laissèrent entraîner par la perspective d'une rénovation du parti. Je devins donc délégué permanent du Parti communiste d'Afrique du Nord. C'est à ce titre que je fus appelé à participer au IIIe Congrès de l'Internationale à Moscou, où je m'aperçus que le problème colonial n'intéressait pas plus les Russes que les Français. Au retour, chargé de faire un rapport devant le congrès national, je vis le secrétaire général Frossard me demander de dire le contraire de la réalité pour ne pas effaroucher les militants. Quand je voulus savoir si on me demandait officiellement de mentir, pas un des membres du comité directeur ne réclama qu'on dise la vérité. Je donnai alors ma démission de délégué permanent et rentrai à l'université.* »

Dans les années précédant le Front populaire, il regagne le Parti socialiste, militant dans les groupes d'intellectuels. « *Léon Blum m'avait dit au congrès de Tours:* Au revoir, Julien! *C'était fait.* »

Quand le gouvernement du Front populaire fut constitué, Léon Blum confia à Charles-André Julien un organisme de la présidence du Conseil, chargé de le renseigner sur les problèmes nord-africains. En 1936, ce service occupait une pièce, et un an plus tard, deux étages d'un édifice au fond du jardin de Matignon. Charles-André Julien garda ce poste jusqu'à la guerre, même après le départ de Blum.

Après la guerre de 1939-1945, le parti le proposa à Bidault pour l'Algérie, mais ce dernier le jugea trop téméraire. En 1947, les élus socialistes de l'Assemblée nationale le désignèrent comme conseiller à l'Assemblée de l'union française, où il resta jusqu'en 1958. Depuis lors, il n'a plus exercé de fonction officielle.

Après un quart de siècle

Mais son influence s'exerça sur les étudiants de la Sorbonne, de l'Ecole de la France d'outre-mer, de Sciences Po et de l'ENA où il enseignait l'histoire de la colonisation. Il passa trois ans à Rabat, au Maroc, pour créer bénévolement la faculté des lettres. Il consacra beaucoup de temps à écrire de grands ouvrages sur l'Afrique du Nord. Voilà deux ans, un éditeur a rassemblé ses articles sur la colonisation écrits de 1914 à 1979...

Soixante-dix ans de vie militante... Et aujourd'hui il continue: « *En raison de l'importance de l'élection présidentielle, j'ai cru devoir participer au soutien de François Mitterrand. Nous nous sommes retrouvés après un quart de siècle, prêts à reprendre des discussions en toute cordialité. J'ai cessé d'être un homme qui individualise ses pensées, son action.* »

Avec gravité, Charles-André Julien se fait insistant: « *Je redoute surtout les rivalités personnelles qui risquent de diviser le parti en des heures cruciales. C'est pour cela que les paroles prononcées par François Mitterrand sur Michel Rocard m'ont rasséréné. Je souhaite ardemment que les deux hommes s'unissent demain pour une tâche qui sera rude. Je suis l'ami des deux. Je peux le dire...* »

Moment lourd de soixante-dix années d'espoir rassemblées. Dans le regard qui ne s'attarde plus aux apparences proches passe quelque chose d'une puissante intensité. Et, brusquement, l'homme se met à fouiller parmi livres et dossiers à la recherche de son journal, un simple cahier d'écolier. « *Il faut que je retrouve le jour. Voyez vous, j'ai pensé au déclin de Giscard, le soir de « Copernic ». Ce soir même, j'ai dit:* Ça vient de tourner.. *Il était absent. Il n'a rien fait. Il n'est pas venu... Et Barre a parlé des Français... et des autres. Je me suis dit:* Il faut qu'il y ait au moins 100 000 personnes à manifester. *Elles étaient plus de 200 000. Et je l'ai écrit au moment même. Voyez, regardez!* »

Et, brusquement, tout a de nouveau basculé, comme si un visiteur venait d'apparaître: Jaurès, ce semeur venant comme pour le temps d'une moisson. « *Je l'ai connu à l'âge de six ans. Il venait du même village que mon père, Saïs, près de Castres. J'ai assisté à des discussions extraordinaires entre lui, Braque, et mon père. Ils posaient tous les grands problèmes sociaux: sur l'avenir, sur la peine et l'espoir des hommes... et sur le cassoulet et le vin de Caillac.* »

Formidable rendez-vous revécu un moment par cet homme de quatre-vingt-dix ans, qui connut Hô Chi Minh, et Vaillant-Couturier avec qui il participa au congrès de Tours, qui connut également Lénine, Trotski, Boukharine, Gramsci et tant d'autres, et qui, lorsqu'il ouvre la porte en vous disant au revoir, donne l'impression qu'il vous ouvre plutôt un chemin vers le siècle qui vient.

Philippe LERAY

Spécial P.S.

Réunions publiques

• *Mardi 21 avril.* — **Berck, Bruay-en-Artois, Lens** puis **Lille,** en compagnie de Pierre Mauroy et de Lionel Jospin : François Mitterrand. **Rouen :** Jean Poperen. **Amboise :** Gaston Defferre. **La Baule :** Véronique Neiertz. **Cherbourg :** Pierre Bérégovoy. **Montbrison,** puis **Boën-sur-Lignon :** Louis Mermaz. **Sainte-Menehould :** Michel Charzat et Annette Chepy. **Cahors :** Marcel Debarge. **Clermont-Ferrand :** Yvette Roudy. **Ancenis :** Michel Coffineau. **Paris (XIXe) :** Anne Tregoët. **Villemoisson :** Claude Germon. **Roussillon :** Christian Nucci sur le thème « L'industrie textile ». **Orléans :** Paul Quilès. **Guyancourt-Montigny :** Edwige Avice. **Lannemezan :** Georges Sarre. **Villier (Somme) :** Bernard Thareau.

• *Mercredi 22 avril.* — **Paris (XVIIIe) :** Lionel Jospin. **Valence :** Michel Rocard. **Arras :** Pierre Mauroy. **Evreux :** Pierre Beregovoy. **Bron :** Jean Poperen. **Lagny :** Louis Mermaz. **Le Blanc :** André Laignel. **Sisteron** puis **Château-Arnoux :** Christiane Mora. **L'Isle-Adam :** Yvette Roudy. **Bourguébus** puis **May-sur-Orne :** Louis Mexandeau. **Mennecy :** Claude Germon.

Communiqué

Le plan de François Mitterrand pour une nouvelle politique scientifique de la France sera présenté par un groupe de professeurs du Collège de France : François Gros, Jacques Ruffier, Jean-Claude Decker, Alain Miquel.

François Mitterrand prendra la parole devant les représentants de la communauté scientifique française à 11 heures, salle Médicis au Sénat.

Cette semaine dans

l'unité

• **Campagne : l'espoir a changé de camp.**
• **Truands du patronat et gorilles du candidat-citoyen.**
• **Le temps de la maturité, par Michel Rocard**
• **Et l'éditorial de Claude Estier : Qui a peur de l'effet Chirac ?**

Pêche industrielle : rien n'est réglé depuis l'été dernier

Après Boulogne et l'Europe (voir *Combat socialiste du 16 avril*), nous rendons compte du climat social qui règne entre armateurs et marins huit mois après le conflit de l'été dernier, et un mois après que les armateurs ont dénoncé la convention les liant aux syndicats de marins. Au centre du débat, la question non tranchée à ce jour du nombre des effectifs à bord des chalutiers de la pêche industrielle.

De notre envoyé spécial

CAPECURE, minuit : le *Margat* (bateau de pêche industrielle de 50 mètres) accoste en douceur, au millimètre près, le long du quai couvert de brume. Ce soir-là, pour une fois, le vent est faible. Dans l'air humide flotte une odeur de vase. Après deux semaines de mer, les vingt-deux hommes d'équipages rentrent chez eux. Ils ne pensent qu'à dormir. Leur travail s'arrête là.

Commence alors la longue chaîne compliquée de la commercialisation du poisson, qui échappe aux armateurs et aux marins, tant il est vrai, répètent-ils, *« qu'ils ne vendent pas leur poisson, qu'on le leur achète »*.

Et, jusqu'à sept heures du matin, sous le ciel jaunâtre à cause des projecteurs, les pieds dans la glace, les dockers poissonniers débarquent, trient, évacuent les différentes espèces. Une partie est déjà triée et mise en caisse à bord même des chalutiers (c'est ce que l'on appelle les caisses d'origine et qui constitue une des originalités du travail effectué par les marins boulonnais), l'autre arrive en vrac, soit acheminée sur des tapis roulants, soit débarquée par bennes.

Halles aux poissons, sept heures du matin : 644, 645, 646, 647, une fois, deux fois, hurle le « crieur » en faisant un signe à l'acheteur debout qui représente le mareyeur, griffonne le prix de la marchandise enlevée sur un carnet et s'en va. Ce sont ainsi plusieurs tonnes d'églefins, de merlans, de soles et de cabillauds qui sont adjugées à la criée à ces intermédiaires indispensables que sont les mareyeurs, puisque la régularité est le principe fondamental de l'organisation du marché.

Trop gourmands en gazole

Et c'est sans doute parce que les marins se sentent davantage dépossédés du fruit de leur travail qu'ils font de ce problème d'effectifs, une question de principe.

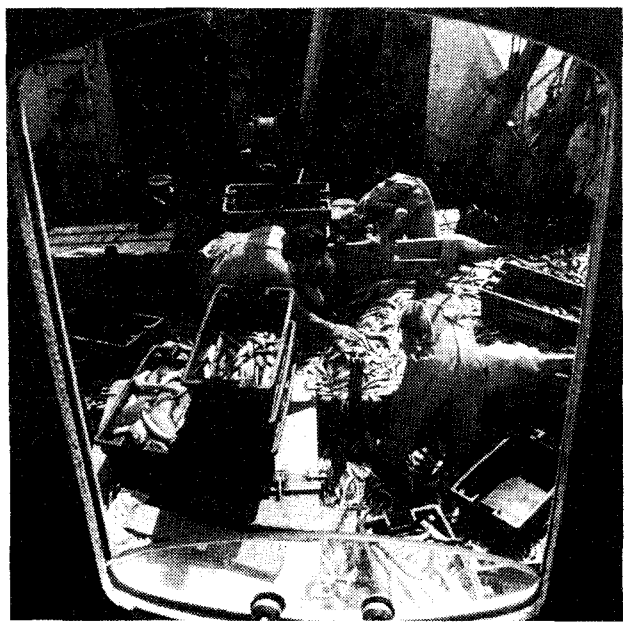
Payé au pourcentage du chiffre d'affaires c'est-à-dire à partir du produit brut des ventes déduction faite des frais de déchargement, du prix des caisses et des diverses taxes, et non à la part comme à Lorient, les marins boulonnais, depuis que les affaires marchent moins bien, se sentent, en effet plus menacés qu'avant. Des 35 armements existants en 1945, seuls 6 subsistent aujourd'hui (avec une trentaine de navires). Des erreurs de gestion pourraient expliquer en partie cette asphyxie de la pêche. Et que des armements de la pêche semi-industrielle ayant gagné beaucoup d'argent en refusant d'investir se retrouvent aujourd'hui face à des difficultés énormes avec de vieux navires, c'est indéniable. Mais, parmi les plus dynamiques, les plus touchés sont actuellement ceux qui ont le plus investi et qui depuis 1975 n'arrivent plus à équilibrer leurs comptes d'exploitation. A l'origine de ces difficultés : des bateaux trop gourmands en gazole, des coûts financiers élevés, la baisse des prises et l'augmentation des coûts salariaux.

L'équipage

Les novices, mousses matelots non stabilisés et stabilisés, graisseurs, chefs de quart, maîtres d'équipage, lieutenant, second mécanicien, chef mécanicien, et patron, sans oublier bien sûr, le cuisinier.

Ceux-ci, estime Jean-Baptiste Delpierre, président du syndicat des armateurs, propriétaire du *Portelois*, sur lequel tout avait démarré en août dernier, *« sont de 41 % du CA, alors qu'à Lorient ils sont de 33 %, de 28 % en Grande-Bretagne et de 23 % en Islande. Sur les grands chalutiers, il faut les réduire de 5 points. Les armateurs ne peuvent pas faire autrement que d'arrêter vite les plus mauvais bateaux. Si rien n'est fait pour les effectifs, on sera obligé de licencier quoi qu'il arrive »*.

C'est la raison pour laquelle ils ont proposé que soit négociée pour chaque bateau une réduction d'effectifs : entre 17 et 20 hommes sur les bateaux qui en comptent 22, entre 14 et 16 sur ceux qui en comptent 17. *« Propositions qui sont en retrait par rapport à celles refusées par les marins en octobre 1980 et que nous refusons globalement »*, dit Guy Hanno, le représentant des marins CFDT, qui sont majoritaires à Boulogne.



Le marin boulonnais passe pour être le meilleur marin européen à cause des caisses d'origine. (Photo Eric Luke-Sygma)

Guy Hanno, rappelant que *« les marins ont donné un mandat aux syndicats pour refuser les propositions dès octobre dernier »*, compte bien faire durer les choses et refuse de répondre à la lettre de Delpierre. Même chose à la CGT, où le débonnaire Maurice Bonvoisin avec sa célèbre casquette a toujours refusé de signer quoi que ce soit.

Le repos jamais respecté

« Il y a une crise de confiance des marins à l'égard des armateurs. Même la convention collective de 1957 sur les six heures de repos consécutifs et les bordées n'a jamais été respectée », déclare Guy Hanno. *Les quarante heures pour les marins, ça ne veut rien dire, mais qu'au moins la réglementation normale soit appliquée »*, disent les marins. A quoi répond Jean-Baptiste Delpierre : *« La position des syndicats va à l'encontre de l'intérêt des marins.*

» Quand on pêche, on n'ouvre pas un tiroir, ce n'est pas régulier. Tous les marins vous diront que c'est la pêche qui commande, et dans ce cas ils sont les premiers à ne plus réclamer les bordées. Notre objectif, c'est de maintenir l'outil de travail, mais il faut une volonté de part et d'autre de considérer les problèmes. Sinon... »

Jean-Baptiste Delpierre reconnaît également que *« le climat est très mauvais »*. Depuis la fin de l'année traîne cette histoire du lock-out que les armements refusent d'indemniser et pour lequel les marins à chaque marée font une grève de vingt-quatre heures.

Rien n'est réglé, affirme Guy Lengagne, le maire socialiste de Boulogne, qui avoue que *« les armements sont à bout de finances. Mais les mesures d'avril 1980, prises en faveur des armateurs à condition qu'ils limitent le nombre de personnel, contenaient en germe le conflit, et il faut une renégociation de la convention collective »*. Quant au milliard versé au titre du maintien en flotte, *« il a permis de couvrir les découverts bancaires, mais cela n'a pas donné la possibilité de constituer des réserves pour envisager d'investir*, dit Jean-Baptiste Delpierre. *Un bateau de 34 mètres (semi-industrielle) avec 800 CV coûte 11 millions de francs, et je ne vois pas un seul armateur capable de sortir cette somme, même si l'aide à la construction représente 15 % »*.

Quels remèdes, alors ? Pour Guy Lengagne, *« l'aide à la pêche passe par un prix spécial gazole, modulé selon la taille des navires, de nouvelles formes de bateaux, plus économiques, avec des moteurs complètement repensés. L'Etat devrait s'engager dans des recherches plus importantes dans ce domaine. Une meilleure connaissance et un assainissement des circuits de commercialisation sont également nécessaires. Il faut surtout encourager les coopératives d'armement. Les artisans d'Etaples ont donné l'exemple.*

» Enfin, les conventions collectives doivent être respectées ; la politique sociale, c'est la priorité : elle suppose, entre autres, une revalorisation des pensions, des précisions sur la durée du travail, des commissions locales pour l'emploi et une meilleure formation des marins. » Dans la salle où parle le maire de Boulogne, une femme résume la situation : *« Si Giscard est réélu, pour la pêche, tout ça c'est cuit... »*

Dominique FERBOS

Erratum

Contrairement à ce que nous avons écrit, Michel Carlier, le président de la commission mer au Parti socialiste, est directeur de cabinet de Guy Lengagne, le maire socialiste de Boulogne.

ANPE : objectifs irréalistes

La part des offres d'emploi à temps plein ne cesse de décroître

LE ministère du Travail est content de lui : la réforme de l'ANPE entreprise voilà un an a permis d'améliorer sensiblement les résultats de l'établissement.

La démonstration du ministère du Travail s'appuie sur les résultats suivants : l'ANPE a recueilli 3 455 853 demandes en 1980, soit 5,5 % de plus qu'en 1979, et « recensé » 1 263 944 offres d'emploi, soit 1,3 % de plus (que l'année précédente). Elle a accru d'autre part le nombre de ses placements de 6,3 %. Ces chiffres appellent, cependant, quelques remarques.

Les offres ainsi recensées comprennent les propositions de toute nature : offres à temps plein mais aussi contrat à durée déterminée, offres à temps partiel, emplois saisonniers. Si on ne retient que les offres de catégorie un, c'est-à-dire à temps plein, on n'en recense plus que 801 199, en progression de 0,8 % seulement sur 1979. Alors que les demandes d'emploi à temps plein représentent 86,6 % des demandes d'emploi toutes catégories.

La part des offres durables à temps plein ne cesse de décroître dans le total des offres dont elles ne représentent que 63,4 % en 1980. Par ailleurs, l'ANPE est loin d'avoir honoré le contrat qu'elle s'était fixé pour le second semestre de 1980. Elle a réalisé son objectif de placement à 89,7 %, celui de collecte des offres à 84,3 %.

Tous ces chiffres figurent dans le bilan annuel.

Plus inquiétant encore, parce que le réalisme ne semble guère de mise, l'ANPE s'est fixé pour le semestre en cours des quotas qu'elle risque fort de ne jamais atteindre.

Ainsi, l'agence a-t-elle placée la barre des offres à recueillir à 6,4 % de mieux que le chiffre du semestre de l'an passé. Or, elle a collecté pour les trois premiers mois de l'année 15 % d'offres durables à temps plein... de moins qu'au premier trimestre de 1980.

Quant aux placements, l'agence comptait faire plus fort encore avec 12,5 % de mieux, objectif qualifié cette fois d'ambitieux, elle aura fait, pour les trois premiers mois de 1981, — 5,6 %.

C. M.

La grève des dockers a paralysé les ports français

L'appel à une grève de vingt-quatre heures lancé par la CGT aux 17 000 ouvriers dockers a été suivi, jeudi 16 avril, à 100 %, dans les ports de commerce.

Ce mouvement avait pour objectif de protester contre une proposition du ministère des Transports visant à remplacer la gestion au niveau national des bureaux de main-d'œuvre et des caisses de chômage par une gestion « port par port ». Cette proposition, estime la CGT, remet en cause une loi de 1947 qui *« permet d'assurer une solidarité nationale entre les ouvriers dockers »*.

A Marseille, aucun docker ne s'est présenté à l'embauche et il n'y a pas eu d'opérations de chargement ou de déchargement dans le port.

Dans les ports normands du Havre, de Rouen et de Caen, l'arrêt de travail avait été annoncé depuis plusieurs jours et de nombreux navires ont avancé ou reculé leur escale.

Dans le Nord, la grève des 2 200 dockers de Dunkerque a immobilisé une douzaine de navires. A Calais, quatre cargos ont été touchés mais le trafic trans-Manche a fonctionné normalement. A Boulogne, un seul navire a été affecté par la grève.

Le mouvement a été suivi à 100 % également à Saint-Malo, Brest, Cherbourg, Saint-Nazaire, Nantes et Lorient, mais il a peu perturbé le trafic portuaire.

Trois navires ont été affectés par la grève des 600 dockers de Bordeaux. La situation était analogue à La Rochelle où les 250 dockers ont suivi le mouvement. Enfin, aucun bateau n'a été déchargé à Port-Vendres (Pyrénées-Orientales) et à Port-la-Nouvelle (Aude).

• **La communauté européenne** compte 30 millions de pauvres (près de 20 % de la population), indique un rapport que prépare actuellement la commission européenne sur la base d'études réalisées par les gouvernements des états-membres.

Pour une fiscalité plus simple, plus juste, plus efficace

Un entretien avec Pierre Uri, expert fiscal du Parti socialiste

Responsable de la commission fiscalité du Parti socialiste, Pierre Uri a largement inspiré les propositions de François Mitterrand pour une réforme en profondeur du système fiscal

A la fois théoricien et homme d'action, ancien directeur de la Communauté du charbon et de l'acier, qu'il a mis en place avec Jean Monnet dans les années 50, lauréat du prix Robert Schuman 1981 pour sa participation à la construction européenne, Pierre Uri vient de réunir, dans un ouvrage (1) clair et bien enlevé, la somme de ses expériences qui débouchent sur un nouveau système créant un astucieux réseau de recoupements, destiné à tarir la fraude.

Les yeux pétillants de malice, l'auteur explique l'importance de la fiscalité comme instrument régulateur de l'économie et réducteur des inégalités.



(Photo Pascal Lebrun)

Votre livre se lit comme un roman policier bougrement pédagogique. Vous rendez accessible à tous un sujet qui n'est finalement pas si rébarbatif, une fois qu'on s'y est plongé. Qu'est-ce qui vous choque le plus dans la fiscalité française ?

Le fait qu'elle entretient les inégalités et que les privilèges accordés aux contribuables disposant des revenus les plus élevés — outre qu'ils soient injustes — constituent un gaspillage ahurissant pour l'économie...

Par exemple ?

Chaque fois que le pouvoir entend encourager telle ou telle forme de revenu, il offre une déduction sur le *revenu lui-même :* primes d'assurances sur la vie, frais de garde pour les enfants, abattement de 3 000 francs sur les revenus des obligations... et enfin le chef-d'œuvre, les 5 000 francs Monory.

Que reprochez-vous à ce genre d'abattements ?

Ils réduisent la tranche la plus élevée du revenu. L'impôt économisé est d'autant plus large qu'il s'agit des contribuables les plus riches.

Les Américains eux-mêmes, qui ne se sont pas spécialement illustrés dans la lutte contre les inégalités, ont substitué aux abattements un crédit d'impôt, c'est-à-dire qu'un pourcentage des dépenses en question vient en déduction de l'*impôt lui-même*...

Et alors ?

Eh bien, la réduction est égale pour tous. Elle est proportionnellement d'autant plus forte que l'impôt normalement dû est moins élevé.

Il n'y aurait pas de plafond ?

Si, justement. Et c'est là que s'introduit une novation importante : ces plafonds ne seraient pas fixés en valeur absolue. Ils seraient *limités à un multiple du salaire le plus bas payé dans la même entreprise*...

Pourquoi ?

Le système est autorégulateur : ou bien les dirigeants limitent leur rémunération, ou bien cette règle les incite à remonter ceux de leurs travailleurs du bas de l'échelle.

Et dans les entreprises individuelles sans salarié ?

Le plafond serait de trois à quatre fois le SMIC. Il y aurait incitation à l'embauche pour se créer une référence.

Vos propositions pour l'épargne sont les plus originales de votre livre...

Actuellement, le livret A à 7,5 % exonéré d'impôt profite aux revenus élevés, puisqu'ils devraient payer de forts impôts sur le revenu. Alors que les gens aux revenus modestes sont spoliés : les 7,5 % exonérés les intéressent beaucoup moins que les « riches », puisqu'ils paient moins d'impôt qu'eux.

Vous voulez indexer le taux d'intérêt de l'épargne ?

Oui, à un taux légèrement supérieur à celui de l'inflation, mais qui serait soumis à l'impôt. Il ne serait pas très élevé pour ceux qui ne paient pas ou peu d'impôt. Il s'agirait donc bien d'une épargne véritablement populaire. Les gens ne seraient plus spoliés.



« 1 % des foyers détient à lui seul plus du quart du patrimoine total des ménages. »

Et pour les autres formes d'épargne ?

Il faudra que ce soit une épargne authentique où l'on investit plus qu'on ne vend, alors qu'aujourd'hui l'Etat accorde une détaxation même à ceux qui achètent des actions, en ayant vendu la veille leurs titres d'emprunt !...

Les héritiers de Picasso

La combinaison actuelle du quotient familial, des allocations et du complément familial est compliquée, injuste et incohérente. Par quoi voulez-vous remplacer ce quotient ?

Par un nouveau barème qui exonère tous les revenus inférieurs au SMIC et élargit les tranches qui frappent les revenus moyens.

Quant à l'effet du quotient familial (qui avantage aujourd'hui les revenus élevés), il serait limité à l'équivalent des allocations pour l'enfant du même rang et du même âge. Les allocations seraient majorées et *versées dès le premier enfant.*

Et l'impôt sur les successions ?

Les abattements et les plafonds n'ayant pas été relevés depuis 1974, l'enfant de cadre moyen paie pratiquement le même taux que les héritiers de Picasso !

Que proposez-vous ?

De faire passer de 175 000 à 350 000 francs les abattements pour chaque part. De créer un abattement à 150 000 francs pour frères, sœurs et neveux. De créer une surtaxe progressive pour les bénéficiaires que la part d'héritage reçue, ajoutée à leur patrimoine, place dans une des tranches de l'impôt sur les grandes fortunes.

Un réseau de recoupements

N'est-ce pas là qu'il y a le plus de distorsions ?

Et comment ! Un rapport du Centre d'études sur les revenus et les coûts (CERC) a fait ressortir que 20 % des foyers détiennent 69 % du patrimoine total des ménages, 10 % encore 57 % et que 1 % s'en arroge à lui seul du quart !

Pensez-vous que les temps soient mûrs pour un impôt sur la fortune, comme dans les pays scandinaves, en Allemagne et en Suisse ?

Un sondage SOFRES a récemment montré que 80 % des Français y sont favorables. On pourrait imaginer la fixation d'un seuil à 3 millions de francs, par foyer de deux personnes, à partir duquel on paierait 0,5 %. Le taux s'élèverait par tranche.



« Il faut une épargne authentique où on investit plus qu'on ne vend. »

Croyez-vous que d'autres pays pourraient être intéressés par ce système de recoupements, en particulier le salaire fiscal et la réduction d'impôt par l'épargne ?

Pourquoi pas ? Les Français ont inventé la TVA. Quatorze pays l'ont adopté aujourd'hui...

Propos recueillis par Guy de FARAMOND

(1) *Pierre Uri,* Changer l'impôt (pour changer la France), *éditions Ramsay, 223 pages, environ 49 francs.*

La CFDT dénonce la mauvaise gestion des Nouvelles galeries

Devant les quelque 1 100 licenciements annoncés par les grands magasins Nouvelles galeries, les travailleurs CFDT du groupe ont décidé de dénoncer la « *mauvaise gestion* » de la direction générale, cause réelle, à leurs yeux, des difficultés économiques qu'elle rencontre.

« *Ce n'est pas aux travailleurs de payer l'incompétence des patrons* », ont affirmé, au cours d'une conférence de presse, au siège de la CFDT à Paris, ces syndicalistes, représentant les 48 magasins de province où ces licenciements doivent s'effectuer à partir de l'été. L'inspection du travail ne s'est pas encore prononcée.

Ils ont notamment critiqué la « *centralisation excessive de la politique commerciale du groupe* », qui se traduit par un choix de marchandises qui ne correspond pas à la demande de la clientèle de province.

• **La Confédération syndicale des familles** estime qu'il faut « *changer de président et changer de politique pour permettre la construction d'une société plus égalitaire* ».

FNAC: Opération «vérité» sur les prix

LA première conférence nationale des personnels FNAC s'est tenue, jeudi 16 avril, à Grenoble, avec la participation des délégués des magasins de Lyon, Paris (Forum, Montparnasse, Etoile) et banlieue (Palaiseau et Massy), Grenoble, Marseille, Toulouse et Clermont-Ferrand.

La conférence a lancé un « *mot d'ordre de mobilisation générale* » pour ce samedi 18 avril, qui pourrait se traduire, à l'issue d'assemblées générales par magasin, par des grèves ou des arrêts de travail dans les différents établissements.

Les employés des différents magasins réclament la création d'une échelle mobile indexée sur les indices INSEE, CGT, CFDT, FO, UNAF ; un salaire minimum d'embauche à 3 300 francs brut (contre 2 800 francs actuellement) et un réajustement de la grille de qualification en conséquence. Leurs délégués réunis à Grenoble ont demandé, à ce sujet, une « *négociation générale et nationale* ».

A Grenoble, les quatre-vingts salariés du magasin relais poursuivent leur grève entamée le 4 avril, tandis que le relais FNAC de Marseille s'est mis à son tour en grève le 11 avril.

Selon le PDG du groupe, André Essel, « *chaque directeur de magasin doit discuter avec ses employés la répartition de ses propres ressources.* » Les syndicats CGT et CFDT contestent cette position, affirmant que c'est grâce à l'argent dégagé par les relais que d'autres se sont ouverts, comme cela va être le cas prochainement à Annecy. Dix magasins relais se sont ouverts entre 1975 et 1981.

BREF

• **La CFDT de Peugeot** proteste, dans un communiqué, contre la cession par Peugeot de Dodge et Bareiros à Renault-Véhicules industriels, estimant qu'une telle opération « *conduit au désengagement total du secteur poids lourds pour Peugeot* » et rend plus difficile encore « *la diversification industrielle souhaitable* ».

• **Cinquante-sept travailleurs** du Livre de *France-Soir,* syndiqués CGT, viennent de lancer un appel à voter au second tour de l'élection pour « *le candidat de gauche désigné par le suffrage universel* » et demandent à ce que « *la CGT ne soit pas détournée de son rôle et ne deviennent pas une officine électorale d'un parti politique* ».

• **Les commerçants indépendants** du centre régional d'Evry 2 ont observé, jeudi matin 16 avril, un mouvement de grève de une heure, suivi à 96 %. C'est la première fois en France que se déroule une telle action. Les grévistes ont ainsi protesté contre « *les charges trop lourdes, les taxes foncières réclamées par les propriétaires* » et contre la hausse exhorbitante des loyers de commerce.

• **Environ 500 personnes** ont défilé, jeudi matin 16 avril, à Paris, à l'appel de la fédération CGT de la construction, pour demander le « *maintien de leur pouvoir d'achat, le droit au logement pour tous et la 5e semaine de congés payés* ». La CGT avait appelé à une grève de 24 heures jeudi dans la région parisienne.

• **Les sapeurs-pompiers CFTC** appellent à une journée d'action le 21 avril qui se traduira par des arrêts de travail de durée variable selon les corps.

Attentat à Berlin-Ouest après la mort de Sigurd Debus

La police fédérale ouest allemande est sur le pied de guerre. Elle craint le développement d'attentats et de manifestations après l'annonce de la mort du gréviste de la faim, Sigurd Debus, détenu de la prison de Hambourg.

UNE bombe a explosé vendredi matin, tôt dans la matinée, à Berlin-ouest, à l'Institut Max Planck, à l'entrée de l'université libre, quelques heures après l'annonce de la mort, à Hambourg, du gréviste de la faim, Sigurd Debus.

L'explosion n'a entraîné que des dégats matériels. Dans la nuit, des vitrines de magasins avaient été brisées dans la ville et des cocktails molotov lancés contre des banques. Une centaine de jeunes gens, qui s'étaient réunis jeudi soir pour protester, ont été dispersés.

A Berlin-Ouest, à Bonn et dans toute la RFA, le BKA (police criminelle) est sur le pied de guerre. Trois cents jeunes Allemands ont manifesté jeudi soir, pacifiquement, à Hanovre. A Bonn, des banderoles disaient : « *Debus est mort, Assassins !* », ont fait leur apparition sur les façades d'immeubles occupés par des squatters.

Déjà, dimanche dernier, la fausse annonce de la mort de Sigrud Debus avait entraîné de violentes manifestations à Berlin-Ouest où deux cents vitrines avaient été détruites sur l'avenue Kurfuerstendamm. Mercredi, un attentat à la bombe avait eu lieu, entraînant des dégâts matériels, à l'université de Hambourg. Jeudi matin, une fausse alerte avait mis en émoi le quartier général des forces armées américaines à Wiesbaden.

Le BKA avait, semble-t-il, pris des dispositions depuis plusieurs jours. On peut même se demander si l'annonce officielle de la mort n'a pas été retardée. En effet, les avocats de Sigurd Debus avaient déclaré, les jours précédents, que celui-ci présentait un électroencéphalogramme plat.

Une surveillance draconienne

Fallait-il que cette mort intervienne pour que le sort des prisonniers ouest allemands soit amélioré ? Ce n'est qu'hier, que les vingt-cinq autres grévistes de la faim auraient reçu l'assurance que des négociations allaient être ouvertes quant à leurs conditions de détention. Le ministre de la Justice lui-même, Juergen Schmude, a laissé entendre qu'un certain assouplissement aurait lieu.

Jusqu'ici nombre de prisonniers ouest-allemands, terroristes ou présumés tels, subissaient une surveillance draconienne, sans cesse observés par des caméras de télévision et un isolement qu'ils ne pouvaient plus endurer. Après avoir revendiqué le statut de « prisonniers de guerre », ils se sont, semble-t-il, limités à réclamer le droit d'être réunis par groupes de sept ou huit.

« Criminel par idéologie »

L'état de santé d'un certain nombre d'entre eux reste préoccupant. Mais ils ont, hier, mis fin à leur grève. Il faut noter que Sigurd Debus, (trente-huit ans), n'avait entrepris le 4 février, sa grève de la faim, que par solidarité, n'étant pas lui-même soumis aux mêmes conditions d'isolement que ses camarades. Il était tombé dans le coma, le 7 avril.

Il avait été condamné en mai 1975, à Hambourg, à douze ans de prison, pour trois attaques de banque, et deux attentats à la bombe ; l'un, contre le ministère de l'Intérieur du Land de Hambourg et l'autre, contre la fédération patronale (BDI) à Cologne. Ses juges l'avaient qualifié de « *criminel par idéologie* ».

La mort, le 9 novembre 1974, d'un autre gréviste de la faim, Holger Meins, membre de la Bande à Baader, détenu à la prison de Wittlich, avait été suivie quelques mois plus tard d'une attaque contre l'ambassade de RFA à Stockholm, par un commando Holger Meins. Quatre personnes devaient trouver la mort.

Mais, ce n'est qu'en 1977, qu'eurent lieu les attentats contre le procureur général, Siegfried Budack ; le président de la Dresdner Bank, Juergen Ponto et le patron des patrons, Hans Martin Schleyer.

Hier à Stockholm, les autorités suédoises ont pris des mesures de protection autour de l'ambassade de RFA.

Namibie : réunion du Conseil de sécurité

LE Conseil de sécurité se réunira, mardi, pour débattre du problème de la Namibie, territoire auquel l'Afrique du Sud refuse d'accorder l'indépendance.

Cette réunion aura lieu à la demande des pays africains bien que la France, les Etat-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale et le Canada aient voulu la retarder. Ces cinq pays ont invoqué les entretiens que leurs représentants doivent avoir, mercredi, à Londres, avec Chester Crocker, sous-secrétaire d'Etat américain chargé des Affaires africaines, à son retour d'Afrique du Sud.

A Alger, les ministres des Affaires étrangères des trente-quatre pays membres du bureau de coordination des non-alignés ont commencé à se réunir, à partir de jeudi, pour débattre du problème de la Namibie.

EN 24 HEURES

GUATEMALA

La violence continue

24 personnes ont été tuées, dans le nord-ouest du Guatemala, au cours d'affrontements entre les forces armées et les guérilleros.

AFGHANISTAN

Appel à des manifestations

Les étudiants de l'université de Kaboul ont appelé à manifester dans la capitale afghane et dans le reste du pays à l'occasion du troisième annivesaire, le 27 avril, du régime prosoviétique de Kaboul, apprend-t-on de source rebelles à islamabad. Des tracts ont été distribués clandestinement appelant les commerçants à fermer boutique et la jeunesse à se joindre au mouvement de protestation.

CUBA

20e anniversaire de Playa Girón

A l'occasion du vingtième anniversaire de la tentative de débarquement de mercenaires anticastristes, armés par les Etats-Unis, sur la plage de Playa Girón (Baie des Cochons), fidel Castro a déclaré que les nouvelles « *menaces impérialistes* » dont Cuba est l'objet ne permettront pas de résoudre le différned entre son pays et les Etats-Unis.

Castro a prononcé son discours devant des miliciens cubains et un groupe de marins soviétiques invités à cette occasion. Washington s'est inquiété ces derniers jours de la présence de trois navires de guerre soviétiques dans les eaux territoriales cubaines.

ESPAGNE

La police des Basques

Le guvernement espagnol juge « *positive* » *la volonté du gouvernement autonome basque de lutter ocntre le terrorisme. Mais il rappelle que la Constitution ne prévoit pas qu'un guvernement autonome exerce le commandement des forces de sécurité nationales. Celui-ci dépend « uniquement » de Madrid.*

RDA

Le PC espagnol brimé

Le Parti communiste espagnol est le seul grand parti communiste occidental qui n'a pas été autorisé à parler devant les délégués du Xe congrès du Parti communiste Est-Allemand, à Berlin-Est.

TCHAD

Hissen Habré isolé

Trois tendances tchadienne (MPLT, FAO, FAN), réunies au sein des « *forces armées patriotiques* » (FAP), ont annoncé dans un communiqué remis à la presse, à Lagos (Nigéria), qu'elles ont décidé de « *retirer leur confiance et leur soutien à Hissen Habré.* »

CANADA

Guerre des ondes

Plusieurs grandes sociétés pétrolières du Canada ont décidé de subventionner une station de radio du Grand-Nord canadien pour lui éviter pour lui éviter d'avoir recours à des émissions produites en URSS située en bordure de la mer de Beaufort, à l'extrémité nord des territoires du nord-ouest ccanadien, « *Radio iuktoyaktuk* », une station è but non lucratif diffusant en langues esquimaude (Inuit) et anglaise, avait, faute d'argent, envisagé de diffuser cinq heures par mois des programmes anglais proposés par Radio-Moscou.

ETATS-UNIS

Chostakovitch sera « réfugié »

Le département d'Etat a précisé que le chef d'orchestre soviétique Maxim Chostakovitch ne recevrait pas l'asile politique aux Etats-Unis. Il aurait un statut de réfugié.

Armements eurostratégiques

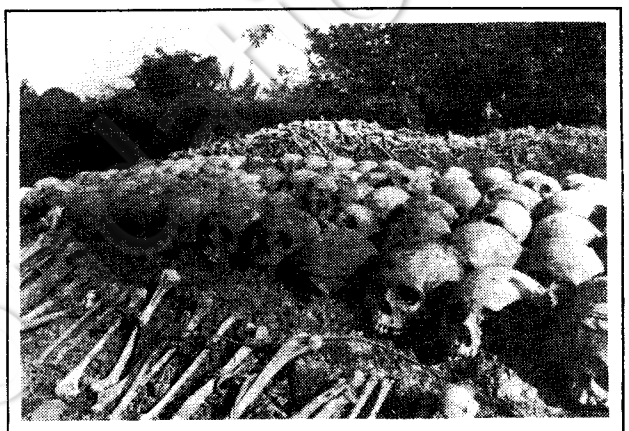
Washington serait prêt à reprendre le dialogue

LES Etats-Unis annonceront « *dans un futur proche* », ce qu'ils entendent faire en ce qui concerne les négociations avec l'Union soviétique sur la réduction des armements eurostratégiques, a déclaré le secrétaire d'Etat Alexander Haig.

Haig accompagnait à la Maison-Blanche le secrétaire général de l'OTAN, Joseph Luns, premier visiteur étranger à rencontrer le président Ronald Reagan depuis la tentative d'assassinat dont il a été victime le 30 mars dernier.

Luns a précisé, à l'issue de cette rencontre, qu'il avait « *la forte impresion que les Etats-Unis veulent reprendre les négociations* ». Celles-ci avaient été interrompues au mois de novembre dernier, après quelques séances préliminaires de discussion.

Les pays européens, particulièrement la RFA, sont en faveur de la reprise rapide de ces discussions avec le Kremlin.



Le charnier du Cambodge

Les autorités cambodgiennes découvrent périodiquement des charniers qui témoignent des atrocités commises par les Khmers rouge, lorsque ceux-ci gouvernèrent le pays. Le dernier en date est situé dans les environs de Pnom Pen. Attachés par des cordes, que l'on aperçoit sur la photo, des dizaines de prisonniers furent exécutés ensemble, et enterrés sur place. (Photo AP)

Liban

«Un Etat laïc et démocratique» réclame le Mouvement national

«*LA solution à la crise libanaise réside dans la création d'un Etat laïc et démocratique et celle d'un Etat palestinien* ». C'est ce qu'a déclaré jeudi, à Paris, Abdallah Saada, secrétaire général du Mouvement national libanais (gauche).

Lui-même chrétien, installé dans la ville musulmane de Tripoli, il affirme que les membres des deux religions coexistent parfaitement. Ce sont uniquement les chefs des chrétiens maronites qui ont intérêt à entretenir des divisions artificielles. Car ils en profitent. Au nom du principe « *confessionnel* », des fonctions de choix leur seront réservées : président de la République, chef de l'Armée, chef de la sécurité, chef de la justice.

Mais, a précisé A. Saada, les maronites ne constituent qu'une des dix-sept confessions chrétiennes vivant au Liban. Il accuse Israël d'aider les milices au seul profit des privilégiés maronites. Déjà, l'Etat hébreu a créé de toutes pièces le mini-Etat chrétien de Saad Haddad. Cet Etat ne cherche-t-il pas à s'agrandir vers le nord, aggravant la guerre civile ? Dans cette perspective, a-t-il ajouté, la présence de l'armée syrienne au Liban continue à être nécessaire.

Enfin, A. Saada a dénoncé la volonté de Giscard de s'ingérer dans les affaires libanaises, dans un but électoral.



A l'occasion du récent voyage aux Etats-Unis de Margaret Thatcher, premier ministre britannique, différentes manifestations ont eu lieu contre la politique de son gouvernement en Irlande du Nord. « *La Grande Bretagne viole les droits de la personne humaine* », dit la pancarte. (Photo Sygma)

L'Irlande du Nord en effervescence

Les nombreuses manifestations prévues dans toute la province, pendant les fêtes de Pâques, alourdissent l'atmosphère politique. Cette dernière risque de s'aggraver d'autant plus dans les jours qui viennent que Bobby Sands, député élu de l'IRA, poursuit une grève de la faim en prison depuis une cinquantaine de jours.

LES autorités britanniques redoutent une nouvelle flambée de violence en Irlande du Nord pendant le week-end de Pâques, qui coïncide avec la célébration du soixante-cinquième anniversaire de l'insurrection de Dublin. De nombreuses manifestations de soutien aux grévistes de la faim de la prison de Maze (Long Kesh, Belfast) sont, d'autre part, à prévoir.

Des troubles ont éclaté dès mercredi soir à Londonderry, où policiers, soldats et manifestants se sont violemment affrontés pendant huit heures. Des barricades ont été élevées, des voitures incendiées. Les forces de l'ordre ont riposté par des tirs de balles de caoutchouc aux jets de pierres, bouteilles et cocktails Molotov. Un garçon de quinze ans a été grièvement blessé à la tête par une balle de caoutchouc. La police enquête toujours sur ce point, a indiqué un porte-parole de la police de Londonderry.

Regain de tension

A Belfast, des incidents ont également eu lieu à la suite de l'interdiction d'une manifestation dans le centre de la ville par le secrétaire à l'Irlande du Nord, Humphrey Atkins. Là encore, des cocktails Molotov ont été lancés, une voiture incendiée et des balles de caoutchouc tirées. Enfin, à Dungannon, dans le sud de la province, onze personnes ont été arrêtées.

Jeudi, le calme était revenu, mais les forces de l'ordre se préparaient à faire face à un regain de tension au cours du week-end. Les quatre jours fériés de Pâques donnent traditionnellement lieu à de violents incidents en Irlande du Nord, où l'on célèbre l'anniversaire de l'insurrection de Dublin. Le 24 avril 1916, lundi de Pâques, le soulèvement de 750 soldats irlandais contre les Britanniques avait été réprimé dans le sang, les signataires de la déclaration d'indépendance avaient été fusillés, l'IRA était née de ces affrontements.

Cette année, cette célébration prend une résonance particulière, avec plusieurs manifestations prévues dans toute la province en faveur de la lutte pour le statut politique des détenus républicains d'Irlande du Nord. Fort de l'élection de l'un d'entre eux, Bobby Sands, à la Chambre des communes, le mouvement républicain peut maintenant affirmer que l'IRA jouit du soutien populaire que lui dénie le gouvernement britannique. D'autres détenus de la prison de Maze seront probablement présentés aux élections municipales le mois prochain.

Enfin, l'état de santé de Bobby Sands, maintenant député, qui en est à son quarante-huitième jour de grève de la faim, s'est notablement détérioré au cours des derniers jours. Il a perdu plus de quinze kilos, souffre de maux de tête et de troubles de la vision.

Si les autorités britanniques n'accèdent pas aux demandes des prisonniers, Bobby Sands pourrait mourir d'ici à dix jours. La mort, dans de telles conditions, d'un représentant élu provoquerait inévitablement de vives réactions en Irlande du Nord et risquerait de mettre le feu aux poudres.

La Grande-Bretagne présente un spectacle affligeant

Margaret Thatcher conduit son pays à la ruine

Selon le *Financial Times*, très influent quotidien des milieux financiers britanniques, 54 % des entreprises qui ferment leurs portes invoquent le manque de crédits. Malgré les fantastiques revenus tirés du pétrole de la mer du Nord, le nombre des chômeurs s'accroît à une cadence accélérée.

« *MON dernier emploi ? La démolition de l'usine où j'étais employé* ». Spectacle affligeant d'entreprises désaffectées ou livrées aux bulldozers, la désindustrialisation de la Grande-Bretagne suit son cours. Les poches de difficultés économiques sont devenues de vastes zones sinistrées : l'Irlande du Nord compte 17 % de chômeurs ; le pays de Galles et l'Ecosse, 13 %. Le chiffre officiel sera ce mois-ci de deux millions et demi de Britanniques sans emploi.

En deux ans d'exercice du pouvoir, Margaret Thatcher a conduit le pays à la ruine. Un million d'employés ont été sacrifiés sur l'autel du monétarisme forcené. La lutte contre l'inflation, cheval de bataille des monétaristes, est un échec. De 8 % lorsque Callaghan a quitté le pouvoir, elle est passée à 13 % après avoir connu des sommets de 20 %. La balance commerciale n'est sortie du déficit que grâce à une chute de 7 % des importations. Signe des temps et de la santé de l'économie britannique, ces importations concernent plus particulièrement les matières premières utilisées par les industries avant de fermer leurs portes.

Restriction des crédits

La Grande-Bretagne a toujours vécu de ses exportations. Or celles-ci sont gravement affectées par le taux de change défavorable, la livre s'étant renchérie de 12 % au cours de la dernière année. Les produits britanniques ne sont dès lors plus concurrentiels sur les marchés extérieurs.

La politique menée a, certes, éliminé les « canards boîteux », mais aussi des entreprises qui, voici deux ans, étaient parfaitement saines. Les entreprises en difficulté ne peuvent même plus se tourner vers les emprunts du fait des taux d'intérêts vertigineux. Cette restriction des crédits affecte également les ménages qui sont entrés dans une phase de sous-consommation par rapport à leurs besoins parfois essentiels. Le *Financial Times* chiffrait à 54 % les entreprises qui invoquaient le manque de commandes pour fermer leurs portes.

Le désert industriel ne peut que s'étendre, dans la mesure où les financiers, profitant de l'absence de contrôle des changes et de la livre forte, placent leurs capitaux à l'étranger au lieu d'investir en Grande-Bretagne.

Le pétrole

Au milieu de cette tourmente, il y a le pétrole de la mer du Nord. Cet or noir est néanmoins maudit. Exporté à 50 %, il participe activement au bond enregistré sur le taux des changes et donc au déclin des exportations des produits manufacturés. La Grande-Bretagne est devenue autosuffisante plus tôt que prévu. Cela est une conséquence directe de l'effondrement des industries dont la disparition diminue les demandes en énergie. Les revenus fantastiques tirés de ce pétrole sont, pour de nombreux Britanniques, gaspillés. Les carences sont manifestes : capacités de raffinage pas adaptées, absence presque totale de création d'industries pétrochimiques.

La politique économique suivie par le gouvernement Thatcher ne peut qu'aboutir à un accroissement sans fin du chômage. Cette politique va de pair avec deux objectifs prioritaires : privatiser le secteur public et affaiblir les syndicats par de nouvelles lois sur les relations industrielles. L'indignation de la Dame de fer, lorsque députés travaillistes et syndicats estiment que son gouvernement est le plus réactionnaire de l'histoire de la Grande-Bretagne, est pour le moins étonnante.

Jean-Charles SAINTONGE

Le parti et le syndicat profondément rénovés

Tunisie : Bourguiba tend la main à l'opposition

Le président Bourguiba vient de procéder à un remaniement du bureau politique du parti au pouvoir, le Parti socialiste destourien (PSD). Remaniement qui voit le remplacement d'hommes autoritaires par des libéraux. L'esprit d'ouverture qui s'était manifesté le 10 avril, au congrès extraordinaire du PSD, se confirme.

UNE révolution ? Un tournant plutôt dans la vie politique tunisienne. Depuis l'indépendance en 1956, le pouvoir était monopolisé par le Néo-Destour, rebaptisé en 1964 : Parti socialiste destourien.

Pourtant, la Constitution ne prévoyait nullement le système du parti unique. C'est que Habib Bourguiba, par son autoritarisme, n'était guère enclin au dialogue. Mais un coup de tonnerre a déchiré le paisible ciel tunisien en janvier 1980 : l'attaque libyenne de Gafsa. Le régime a été ébranlé : il fallait le consolider. Pour ce, l'ouverture vers les opposants modérés s'imposait. C'est chose faite maintenant : dès avril 1980, Mohamed Mzali, en prenant la place de Hédi Nouira comme premier ministre, a donné un souffle nouveau dans le pays.

Le congrès extraordinaire du parti vient de préconiser la tenue d'élections législatives avant la fin de l'année, alors qu'elles n'étaient prévues qu'en 1984. Tout le monde pourra s'y présenter... à condition d'adhérer à une charte nationale.

Au-dessus de tout soupçon

Cette charte réaffirme l'appartenance « idéologique et de civilisation » de la Tunisie à l'Islam, mais exclut en fait le mouvement intégriste, en dénonçant ceux qui prônent le fanatisme et les vieilles pratiques sectaires. Les émules de Khomeyni n'ont qu'à bien se tenir.

La charte rejette également la lutte des classes ainsi que toute dépendance « idéologique ou matérielle » à l'égard de l'étranger. Ce qui semble exclure les mouvements communistes et prolibyens.

Enfin, un citoyen se trouve au-dessus de tout soupçon ; et, comme tel, doit être respecté. Inutile de chercher bien loin : il s'agit bien entendu de Bourguiba ! Le « Combattant suprême » étant au-dessus de toutes les querelles, il n'est pas permis de porter atteinte à son prestige ou de manquer à l'obligation de respect à son égard.

Bourguiba : toujours un monument ! Victime en 1968 d'une attaque, le chef de l'Etat est, depuis cette date, très diminué. Il trouve néanmoins des ressources insoupçonnées pour rappeler qu'il est le maître, quand le mécontentement gronde. En habile politicien, il sait changer de cap au bon moment. En 1969, il limoge brutalement Ben Salah qui engageait sans transition le pays vers le socialisme. En 1970, il met fin aux fonctions de Bahi Ladgham, accusé de temporiser. En avril 1980, enfin, il remplace Hédi Nouira, bon gestionnaire, mais conservateur et autoritaire, par Mohamed Mzali, un libéral. Très rapidement, celui-ci a donné des gages : à l'opposition. Les condamnés pour délits d'opinion ont été libérés ; les médias ont cessé d'être les zélateurs inconditionnels du régime. Les réactions des opposants ont d'ailleurs été très favorables.

A présent, les regards se tournent vers Gafsa. C'est là que se tiendra le congrès de l'UGTT, les 29 et 30 avril. Le syndicat tunisien, depuis l'arrestation de son leader Habib Achour, n'est plus qu'une courroie de transmission du gouvernement. Il est temps pour lui de faire peau neuve, pour retrouver sa crédibilité.

La démocratisation est en marche. Sera-t-elle durable ?

Alain GARABIOL

• **Bechir Gemayel**, le chef des forces libanaises (milices chrétiennes) s'est déclaré prêt à entamer le dialogue avec Damas pour trouver une solution en profondeur au problème libanais.

BNP : soixante témoins sont entendus

Après le hold-up sanglant de la place des Ternes, les enquêteurs collectionnent les indices

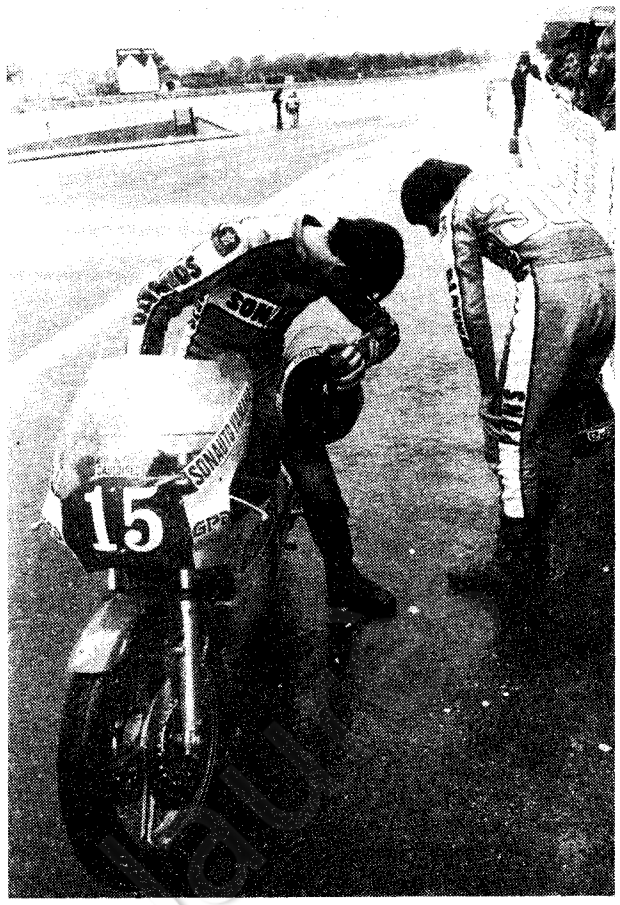
VINGT-QUATRE heures après le hold-up sanglant de la place des Ternes, à Paris, l'enquête n'a pas encore permis d'établir l'identité des auteurs de l'attaque à main armée qui a coûté la vie à un gardien de la paix.

Faute de trouver une piste fraîche, les inspecteurs de la Brigade de répression du banditisme s'efforcent de rassembler les différentes informations qu'ils ont pu recueillir : un habitant de Neuilly avait eu le réflexe de prendre les fuyards en photo quand ils avaient heurté un taxi. Mais sur ces clichés pris du troisième étage, on ne voit que des voitures, pas les gangsters... On a bien relevé des empreintes digitales sur les carrosseries des différents véhicules empruntés par les gangsters, mais peu d'entre elles sont exploitables. Il est d'ailleurs encore trop tôt pour savoir si elles correspondent à des traces conservé au service anthropométrique de l'identité judiciaire.

Une soixantaine de témoins ont déjà été entendus par la BRB. Outre les vingt employés de la BNP et les clients présents dans l'agence lors du hold-up, plusieurs passants se sont présentés spontanément aux policiers. Eux ont vu les malfaiteurs dans la rue, à visage découvert. D'après leurs descriptions, ces derniers seraient âgés de vingt-cinq ans et habillés de jeans et de blousons.

La présence d'une femme parmi les agresseurs s'est confirmée et les enquêteurs semblent orienter leurs recherches non pas vers le milieu traditionnel mais vers les groupes terroristes qui, à l'étranger surtout, recourent aux hold-up pour renflouer leurs caisses. Rapprochement possible : en août dernier, deux jeunes femmes ont participé à des agressions à main armée dans des banques à Paris et n'ont jamais été retrouvées; les deux attaques avaient visé des succursales de la BNP et de la Société générale. Deux autres femmes, ou les mêmes, avaient dérobé quelques semaines plus tôt 1 500 fichiers et pièces d'identité à la mairie du XIVe arrondissement.

Jean-Pierre Olive, le gardien de la paix de vingt-trois ans qui a été tué, sera enterré le 21 avril. Une cérémonie officielle est prévue dans la préfecture de police. Le policier a été promu brigadier à titre posthume.



Vers une chirurgie du bonheur?

C'était en 1910 : un chirurgien berlinois réalisait la première intervention correctrice du nez. Aujourd'hui, la Société française de chirurgie esthétique connaît une progression rapide pour répondre aux cent mille Françaises et Français qui demandent à modifier ou rajeunir leur visage ou leur corps.

S'IL est vrai qu'autrefois elle était un recours pour les grands malades et les accidentés, de nos jours, la chirurgie esthétique se banalise et devient « monnaie courante » pour la moindre imperfection corporelle. Le besoin de paraître a toujours existé, celui d'être bien dans sa peau aussi... Encore faut-il savoir si la chirurgie esthétique est la réponse attendue par une femme ou un homme (un sur dix) en mal de vivre... Vouloir les seins de Raquel Welch, le nez de Liz Taylor ou les yeux de Sophia Loren ne sont pas forcément une solution miracle D'autant qu'en ce domaine les abus existent.

A commencer par l'image idéale que renvoie la publicité, la presse et le cinéma aux femmes de tous les milieux. Suivent les rabatteurs de la beauté pas toujours honnêtes et jamais sérieux. Gonfler les seins, effacer les poches d'un coup de baguette magique ne relève ni du psychologique, ni du scientifique. On troque des promesses de rêve contre de l'argent, comme on vend des bijoux fantaisie ! Si les chirurgiens consciencieux s'entourent maintenant de psychologues et de psychiatres pour cerner les vrais problèmes des demandeuses, les prix de l'acte et les remboursements accordés restent encore problématiques.

Tout le monde sait qu'un lifting (qui dure huit heures) n'est pas encore remboursé. Il est le privilège de quelques-uns, alors qu'un corps alerte et dynamique n'a pas toujours le visage qu'il mérite... Changer de nez aussi est un luxe, et pourtant, bien des gens se sentiraient mieux dans leur peau avec quelques sous en plus

Quant aux seins, symboles de la féminité et enfants chéris de la chirurgie plastique, leur modification n'est remboursé qu'en cas d'hypertrophie. Les réduire, c'est possible. Augmenter leur volume est mal vu par la Sécurité sociale, sauf en cas de névrose ou de cancer...

Il est vrai que le problème financier est un frein aux abus des patients eux-mêmes, car qui dit chirurgie dit risque. Mais pourquoi ne pas donner à chirurgie esthétique sa véritable dimension ? Celle de pouvoir dispenser le mieux — être à bon escient sans défavoriser ceux qui ont peu de moyens pour y parvenir. Peut-être, alors, y aurait-il une véritable chirurgie du bonheur ?

Diane MILLER

La fête à la moto

Des milliers de jeunes motards attendus aux 24 Heures du Mans

Les 24 Heures du Mans motocyclistes, première épreuve du championnat du monde d'endurance 1981, se disputeront durant ce week-end pascal. Une nouvelle fois, la cohorte japonaise, avec Honda, Suzuki et Kawasaki, risque de survoler la course. Malgré l'intérêt sportif limité de cette épreuve, les 24 Heures moto constituent pour les amoureux de la « bécane », la principale virée de l'année.

LA combinaison maculée d'huile, le blouson de cuir, les bottes, et le casque à la main, tel est l'uniforme du parfait motard. Samedi, au Mans, ils seront des milliers au bord de la piste, les yeux braqués sur leurs pairs. En effet, les champions moto n'apparaissent pas, à l'inverse des pilotes d'automobiles, comme des héros. Ils sont avant tout des motards. Le public peut tout à fait s'identifier aux Fontan, Baldwin, Aldana... Ces spectateurs « actifs » ne réalisent-ils pas, quotidiennement, des « prouesses », au guidon de leur gros, ou petit cube ?

Mais les 24 Heures moto ne constituent pas uniquement un spectacle. Une mini-société est en effet reconstituée, l'espace de quelques heures, tous les ans au cœur de la Sarthe. Les motards viennent des quatre coins de la France pour ce rassemblement tout cube. Bien rares, sont, aujourd'hui pour eux, les occasions de se rencontrer.

A l'image de l'Histoire, leur prise de la Bastille, n'aura fait naître qu'un espoir éphémère. Leurs liaisons considérées dangereuses par les pouvoirs publics, ces amoureux « pas comme les autres » n'ont plus qu'une solution : faire éclater le cadre sportif d'une compétition pour mettre en place un lieu de rencontre et de fête.

Ce week-end au Mans, on parlera de la dernière Kawa, on échangera carénage contre boîte de vitesses, on ira rêver devant les stands d'exposition , on critiquera farouchement la vignette. Bref, on vivra à l'heure de la bécane.

Après avoir envahi la piste, vers les seize heures dimanche, ils enfourcheront leur machine et ils rentreront le cœur empli de souvenirs et la main droite pleine... de gaz. Les moteurs seront mis à rude épreuve, et les radars s'en donneront à cœur joie. Il leur faudra alors remettre les roues sur terre.

Ph. B.

Des taches sur le solaire

Le Commissariat à l'énergie solaire manque tout simplement de moyens

LE Français aime aussi son confort et il a raison. Son habitation est le lieu où il bricole, où il investit, où, enfin chez lui, il aime vivre. Depuis que l'énergie-facile-peu coûteuse-abondante est une notion dépassée, il examine d'autres solutions. Le Commissariat à l'énergie solaire (COMES) est théoriquement chargé de l'aider. Heureusement, l'esprit d'initiative est plus fort que le COMES.

Créé en janvier 1978, le COMES est un établissement qui s'occupe de la programmation, de la coordination et du financement d'actions entreprises dans le domaine du solaire Travaillant avec la délégation aux énergies nouvelles, le COMES se veut une « agence d'objectifs ». Ambitieux dans ses formes d'intervention, il n'est doté que d'un budget ridicule

Ses seules réussites sont dans les discours de propagande et dans les nombreux concours que cet organisme a lancés. On citera, entre autres, le concours du chauffe-eau solaire (1978-1979), le concours « 5 000 maisons solaires » (janvier 1980), dont les projets primés ont été regroupés dans la ville nouvelle de Melun-Sénart, et le concours « Hot 6 » sur la réhabilitation de l'habitat existant avec, pour objectif, l'offre d'un service complet d'économies d'énergie

Du 20 mars au 10 avril dernier, le COMES a lancé une campagne sur l'eau chaude solaire ayant pour but de passer de 60 000 à 600 000 installations d'ici à 1985. Mais la réalité est moins ensoleillée que cela : les fameuses primes, prêts et déductions fiscales mis en place pour inciter les gens à économier l'énergie sont plus que symboliques, ils sont rares. La prime de 400 francs par tonne équivalent pétrole (Tep) (1) économisée ; la déduction fiscale de 7 000 francs, plus 1 000 francs par enfant à charge, le prêt de 4 000 francs pour la transformation de son habitat sont accordés en fonction de barèmes administratifs tels que, pour les obtenir, il faut un investissement plus important encore...

Le COMES ne songe qu'au gigantisme mais l'intendance ne suit pas. La France, grâce à sa façade maritime, dispose d'un gisement énergétique éolien considérable. Le budget 1981 pour cette filière est de 2 millions de francs (soit 5,16 centimes par électeur ou 40 éoliennes de 2 mégawatts). Pourtant, de plus en plus de collectivités locales réalisent des constructions basées sur le solaire, de plus en plus de personnes transforment leur habitat. Aujourd'hui, une réelle politique solaire s'impose.

Denis DANGAIX

Jean-Paul II et le théâtre

La pièce de théâtre *la Boutique de l'orfèvre*, écrite en 1960 par l'archevêque de Cracovie, Karol Wojtyla, le futur Jean-Paul II, sera portée à l'écran, si l'on en croit les deux responsables de la société de production italienne Interlinea Cinematografica. Il s'agira d'une production de caractère international qui a déjà reçu l'aval des autorités compétentes au Vatican.

Les sergents recruteurs

Le ministre de l'Education publie au *Bulletin officiel de l'éducation* la nouvelle liste des postes ouverts en 1981 aux concours de l'agrégation et du CAPES, qui fait apparaître une augmentation de 600 postes par rapport à la liste originelle publiée en janvier.

Cette première liste comprenait 1 000 places à l'agrégation et 1 700 au CAPES, soit le même nombre de postes que les deux années précédentes.

Or, le 26 mars, M. Christian Beullac a annoncé sa décision d'augmenter de façon substantielle ce nombre (100 de plus à l'agrégation et 500 de plus au CAPES), tout en supprimant parallèllement le recrutement des professeurs d'enseignement général de collège (PEGC), qui sont formés en deux ans après le baccalauréat dans des centres spécialisés.

Cette décision de « privilégier désormais les recrutements de niveau élevé », s'inscrivait, selon le ministre, dans le cadre d'une « recherche de la qualité » et d'une volonté de « rééquilibrage » des catégories d'enseignants exerçant dans les collèges : ils sont actuellement 54 700 certifiés et agrégés contre 80 000 PEGC.

La nouvelle liste comporte, en ce qui concerne l'agrégation, une augmentation des places dans la quasi-totalité des 27 disciplines. Seuls la grammaire, l'italien, le russe, l'arabe et l'hébreu restent au taux précédent. Ce sont le génie mécanique, avec 70 postes offerts au lieu de 50, et l'économie-gestion, avec 95 postes au lieu de 85, qui augmentent le plus.

Pour le CAPES — 30 disciplines mises au concours — seules l'éducation manuelle et technique, le chinois, l'hébreu et l'italien conservent le même nombre de postes.

On ne peut que se réjouir de cette mesure, mais sont à faire deux remarques :

D'une part, cette augmentation ne compense que très imparfaitement les suppressions de postes et la régression constatée depuis des années en matière de postes d'enseignants ;

D'autre part, soulignet on au Parti socialiste, il faut déplorer que ce soit l'occasion d'une manœuvre politicienne de la part du ministre de l'Education. Il est difficile de ne pas mettre en parallèle cette mesure avec les 600 postes de PEGC récemment supprimés. Par ce calcul dérisoire, Christian Beullac cherche à dresser les catégories les unes contre les autres.



L'internat de Paris sur le gril

Les 830 candidats admissibles risquent de repasser l'épreuve de médecine à cause d'une «gaffe» de la direction de l'Assistance publique

«*LIBEREZ nos copies emprisonnées !* » Tel est le slogan new look qui pourrait se répandre sur les « facs » de Paris. L'affaire des 12 copies « disparues » de l'internat semble résulter d'une telle négligence de l'assistance publique (AP) que certains ont encore du mal à y croire.

Jugez plutôt : le 2 avril dernier, les 830 candidats admissibles (sur plus de 2 000 au départ) reçoivent une lettre datée du 31 mars, émanant de M. Pallez, directeur général de l'AP, qui les informe de la situation et les prévient que l'épreuve de pathologie médicale risque d'être annulée. Dans ce cas, les 830 étudiants devraient repasser l'épreuve, six mois après avoir cessé de travailler comme des dingues pour les uns, sans grande illusion (...mais on ne sait jamais, dans un concours) pour les autres.

Chose étonnante, M. Pallez n'avait jugé bon d'informer ni le ministre de la Santé, ni plusieurs membres du jury de l'internat, avant de prendre la décision d'envoyer sa missive.

Les étudiants n'ont pas du tout apprécié ce mauvais gag que beaucoup ont pris d'abord pour un poisson d'avril. Certains même ont tout bonnement refusé d'y croire, tandis que d'autres cherchaient à joindre les copains et copines partis sur un voilier en Grèce ou sur des pistes de ski pour les informer qu'il allait peut-être falloir « replancher ».

« *A l'heure actuelle, il y a encore au moins 20 ou 30 personnes qui ne sont pas au courant. En plus de cela, un certain nombre de femmes verront leur grossesse arriver à terme à peu près au moment où il faudrait repasser l'épreuve* », commente sans rire un des membres du « bureau de soutien », lequel est composé d'une dizaine d'étudiants élus provisoire et révocable.

Car les étudiants ont dû s'organiser. Ils en sont à leur sixième assemblée générale à la Salpêtrière, et beaucoup commencent à trouver ça lassant. D'autant que les deux manifestations n'ont pas mobilisé grand monde (400 personnes, mercredi) et n'ont rien amené de nouveau.

Dans ces AG, qui réunissent de 150 à 400 personnes, les bruits les plus fous circulent : « *Ce sont des syndicalistes qui ont volé les copies* », accuse une jeune femme à lunettes du sac de laquelle dépasse un *Figaro* plié en quatre. Pour quoi faire ?

Moi, je vote Giscard, mais si Mitterrand élu me promettait que je ne repasserai pas l'internat, je voterais pour lui », déclare un autre, le tee-shirt frappé d'un superbe Mickey. Il résume assez bien le manque de motivation politique du mouvement, même si certains de ses camarades auraient pu dire la même chose en inversant simplement les deux noms.

« Où sont passées les douze copies manquantes de l'internat de Paris ? »



Les solutions de cet imbroglio ? Elle sont nombreuses, mais aucune ne semble à la fois humainement valable et inattaquable juridiquement. Les étudiants avaient commencé par proposer que l'on donne la note maximale aux douze « disparus », et que l'on crée des postes en conséquence ; mais il pourrait toujours se trouver un aigri collé après les résultats qui ferait casser l'épreuve par le Conseil d'Etat.

La solution proposée par M. Pallez semble en tout cas totalement inique, puisqu'elle fait endosser la responsabilité d'une négligence de l'AP aux 830 candiats, alors que l'épreuve s'est déroulée normalement.

Reste la proposition du syndicat des internes, qui suggère de noter les douze sans tenir compte de l'épreuve en cause, et de leur donner le statut d'interne en surnombre, au même titre que les étrangers.

Le Conseil d'Etat, saisi par l'AP, tranchera en principe mardi, mais une question restera sans réponse : où sont les 12 copies manquantes ?

Frédéric KRIVINE



L'ECOLE EN MOUVEMENT

LES MAITRES AUXILIAIRES CONSERVENT LEURS DROITS

Une décision de la Caisse nationale d'assurance maladie supprimait les équivalences jusqu'ici en vigueur, qui permettent d'assimiler une heure d'enseignement à trois heures de travail effectif.

Cette décision aboutissait à retirer les droits à la couverture par la Sécurité sociale de la plupart des maîtres auxiliaires travaillant à mi-temps.

A la suite d'interventions de la FEN auprès des ministres de la Santé, de l'Education nationale et de la Fonction publique, le ministre de la Santé vient d'informer la FEN de sa décision de demander aux caisses de maintenir les assimilations antérieurement instituées.

Ainsi se trouve corrigée une mesure dont les conséquences auraient été particulièrement scandaleuses

SUPPRESSION DE POSTES

Soixante-dix-huit suppressions de postes d'enseignants sont prévus pour la prochaine rentrée scolaire dans le département de l'Essonne. Dans le seul collège de Saint-Chéron, deux postes vont disparaître alors que le nombre d'élèves sera le même (819 contre 818).

D'autre part, les enseignants, soutenus par les parents d'élèves de collège, demandent à être remplacés en cas d'absence et refusent la réponse du ministère, qui se borne à répliquer que les titulaires n'ont qu'à faire des heures supplémentaires. Ils rapellent qu'ils veulent améliorer et non détériorer la qualité de l'enseignement public.

LE GEDREM PAS CONTENT

Groupe d'études pour la défense et la rénovation permanente de l'école maternelle (GEDREM) s'est donné pour tâche de dénoncer toute atteinte au droit de l'enfant à une enfance heureuse et à une éducation à part entière.

Le groupe rappelle ses positions en cette période d'élection présidentielle. « *Jamais les besoins et les droits de l'enfant n'ont été aussi gravement bafoués.*

L'école des inégalités

par Louis Mexandeau *



DEPUIS bien longtemps, les familles des milieux populaires savent qu'il est difficile pour elles d'accéder à l'enseignement supérieur. Systématisant ce constat de bon sens, les sociologues ont étudié la composition sociale des diverses filières de l'enseignement. La conclusion est nette : plus la filière étudiée conduit à des diplômes, donc des emplois prestigieux, plus la proportion d'enfants d'ouvriers, d'employés et de paysans est faible. Ainsi les ouvriers forment-ils 40 % de la population, mais les fils d'ouvriers représentent 10 % des étudiants et 1,5 % des polytechniciens. L'élimination n'est pas brutale, elle s'effectue tout au long de la scolarité.

L'école qui s'était voulue libératrice sanctionne de plus en plus par ses diplômes, la reproduction de la hiérarchie sociale.

Les causes de ce phénomène sont complexes et nombreuses. Sans faire une analyse détaillée, citons en quelques-unes parmi celles que de nombreuses études ont permis d'isoler :

— A réussite scolaire égale, les familles les plus aisées poussent davantage leurs enfants à poursuivre leurs études ; la différence, faible pour la réussite excellente, devient massive pour la réussite moyenne, la plus courante.

— La réussite scolaire est moins bonne pour les enfants des familles populaires. L'aide qu'ils peuvent trouver à la maison, le fonctionnement de l'école, qui privilégie l'écrit, et l'abstraction en sont quelques causes, la différence entre l'univers de l'école et celui de la famille ne favorisant pas les acquisitions jugées fondamentales par l'école.

L'école est ainsi chargée de sélectionner des individus, de les répartir définitivement et hiérarchiquement entre les divers emplois — et souvent vers le sous-emploi et le chômage — et ce, avec d'autant plus de férocité et d'injustice que la société française est l'une des plus inégalitaires des sociétés développées.

Face à ce problème majeur posé à l'école, la droite a eu longtemps mauvaise conscience. Des mesures ont été prises, le plus souvent grâce à la pression des organisations de masse, suffisamment importante pour remettre en cause la hiérarchie de la société. Ce fut, historiquement, la gratuité des lycées (1924), le système des bourses, l'accès de tous au premier cycle du second degré, les ébauches d'un enseignement de soutien.

Mais cette politique n'est plus de mise. On voit réapparaître les vieux thèmes de la droite la plus réactionnaire, thèmes qui avaient fait naufrage avec le régime de Vichy. Le ministre de l'Education lui-même proclame que l'égalitarisme ravage le système d'enseignement, que les inégalités sont naturelles et même de nature biologique (il faudrait admettre alors que les fils d'ouvriers et de paysans sont plus bêtes que les autres !).

Ce retour en force des thèmes de la droite justifie une politique qui a, chaque année, sa traduction budgétaire et institutionnelle. On refuse d'améliorer la qualité de l'enseignement en se contentant de répartir les crédits. Chaque année, les bourses distribuées sont de moins en moins nombreuses. Une campagne d'opinion est faite pour dévaloriser l'école aux yeux des familles (elles est responsable de tout, en particulier du chômage) et pour inciter les jeunes à s'orienter vers un apprentissage étendu aux spécialités industrielles, qui hypothèque leur avenir mais est moins coûteux qu'une formation professionnelle de qualité.

* *Délégué du PS à l'Education nationale.*

(A suivre)

• On lira dans notre page « Education », datée du mercredi 22 avril, la suite de l'article de Louis Mexandeau : *L'autre politique pour l'école.*

Les packs de Pâques

De belles batailles d'avants en prévision pour les huitièmes de finale du championnat

LE championnat de France de rugby va se poursuivre en ce week-end pascal. Les rencontres opposant Toulouse à Brive et Agen à Bagnères seront les matches-vedettes de ces huitièmes de finale. Ce sera, pour les partenaires de Jean-Claude Skréla, l'occasion de retrouver les Brivistes qu'ils ont éliminés l'an dernier en demi-finale. Bien qu'étant favoris devant l'équipe de Roger Bastié, les Toulousains, difficiles vainqueurs de Narbonne au tour précédent, devront se méfier d'un ensemble qui sait se préparer pour les grands rendez-vous. Jean-François Thiot, le buteur corrézien, et Jean-Luc Joinel tenteront, avec leurs camarades, de démentir les pronostics.

L'autre tête d'affiche est aussi la revanche d'une demi finale jouée en 1979 lorsque les Bagnérais vinrent échouer au port face à Narbonne. Les Agenais, qui ont effectué jusqu'ici un bon parcours en championnat, ont les moyens d'écarter leurs adversaires grâce à la puissance de leurs avants. Une seule inquiétude pour l'équipe de la cité du pruneau : Bagneres paraît être dans une phase ascendante, ainsi qu'en témoigne le succès remporté devant Angoulême. Les Lot-et-Garonnais devront, lundi, surveiller Aguirre, Gourdon et Mournet qui reviennent à leur meilleur niveau.

Aurillac et Nice, les héros des seizièmes, auront des tâches difficiles. Les tombeurs du champion d'automne, Grenoble, ont le redoutable honneur d'affronter Béziers. En dépit d'une victoire face à ces mêmes Biterrois dans le dernier match de la phase préliminaire, et malgré tout leur courage, les Auvergnats ne sont pas en mesure d'arrêter la marche en avant du pack héraultais.

De même, les Niçois, vainqueurs de Toulon, auront bien du souci à se faire, face à Montferrand, qui veut offrir un beau cadeau d'adieu à Jean-Pierre Romeu pour sa dernière saison, après tant de services rendus.

Les matches Lourdes-Pau (lundi) et Perpignan-Valence apparaissent très équilibrés. La solidité paloise devra résister au dynamisme des Lourdais, remarquablement emmenés par Pierre Berbizier. Nets vainqueurs de Biarritz en seizièmes, qualifiés en quarts de finale du challenge Yves-du-Manoir, les Lourdais ont le vent en poupe.

Le stade Jean-Bouin de Nîmes verra donc enfin un ballon ovale rebondir sur sa pelouse. Ce sera l'occasion pour Perpignan et Valence d'offrir un beau spectacle au public gardois. Le pack catalan pourra-t-il dominer son homologue? Les Valentinois devront mieux jouer devant l'USAP qu'ils ne l'ont fait devant Thuir dimanche dernier. Romans, large vainqueur de Bourg, peut écarter Dax grâce à la botte exceptionnelle de Servien et à la valeur de ses avants. Enfin, l'Aviron bayonnais, accroché par Castres en seizièmes, demeure l'un des favoris du championnat et Tarbes sera à la peine. Les joueurs de Jean-Louis Bérot devront éviter les coups de pied d'Uthurrisq, les échappées de Laurent Pardo, et le pack basque dirigé par Petrissans et Dospital.

Félix CHIOCCA



Jean-Pierre Rives est stoppé ici par Scott et Benett, au cours du Tournoi des cinq nations. (Photo Colorsport)

Pitié pour Lotus

L'ÉCURIE Lotus va-t-elle mourir ? Nous sommes aujourd'hui en droit de le craindre. Le mauvais sort s'est en effet acharné, depuis quelques semaines, sur Colin Chapman, le patron de la célèbre écurie britannique.

Dans un premier temps, sa dernière création, la Lotus 88, munie de deux châssis indépendants, a suscité le tollé général chez ses « confrères ». Chapman, dépité, parlait déjà de plier bagages et de mettre un terme à vingt ans de bons et loyaux services.

Puis, il y a quelques jours, David Thieme, le mécène de Lotus, a été arrêté en Suisse pour fraude fiscale. Ni voiture, ni pétro-dollars, Chapman se retrouve ainsi dans l'impasse.

L'écurie Lotus, sept fois championne du monde avec plus de cinquante victoires en Grand Prix, risque de quitter la formule 1 par la petite porte. Ainsi, elle serait écartée d'un sport auquel elle a donné ses lettres de noblesse. Comment oublier, par exemple, les formidables chevauchées des Clark, Rindt et autres Fittipaldi ?

Chapman a toujours été le « créateur fou » du sport automobile. N'a-t-il pas inventé la voiture à effet de sol, tenté l'expérience des quatre roues motrices, du moteur à turbine, et, pour finir, créé l'étonnante Lotus88?

Messieurs les Constructeurs, ne laissez pas mourir Lotus. Vous avez tous besoin de Chapman pour assurer à la formule 1 sa fonction « d'élite technologique ». Rappelez-vous ce filiforme Anglais quand il jetait sa casquette en l'air pour saluer la victoire de l'une des ses voitures. Une image comme celle-là, même si elle vous faisait un peu pâlir de rage, doit se reproduire, et pas seulement dans nos mémoires. Ne vous acharnez pas sur sa Lotus 88. Renoncez pour un temps à vos sinistres coups bas.

Philippe BALLAND



Nous attaquerons Hinault!

Avant Liège-Bastogne-Liège, Fred De Bruyne annonce la couleur

LIEGE - BASTOGNE - LIEGE : c'est la doyenne des classiques en Belgique. Un succès, dans cette course au profil accidenté, comparable à celui du tour de Lombardie, revêt un très grand prestige. Nombreux sont donc les coureurs a vouloir inscrire leur nom au palmarès. Pour l'instant, du moins, la suprématie des Belges est totale dans cette épreuve, et ceux-ci cherchent un successeur à Bruyère, leur dernier représentant sur la première marche du podium, à Liège, il y a une dizaine d'années.

« Ils veulent certainement trop bien faire, dit l'ancien champion Fred de Bruyne, devenu aujourd'hui directeur sportif du groupe Daf-Trucks-Cote d'Or, en parlant de ses compatriotes. *Ils perdent ainsi dans les derniers kilomètres décisifs le fruit de leur travail intense. »*

» C'est le cas de Roger de Vlaeminck, mon coureur, actuellement en tête du super prestige Pernod, qui, malgré ses efforts, n'arrive pas à décrocher cette saison une classique.

Dans Gand-Wevelgem, il échoue derrière Raas. Dans Paris-Roubaix, il n'a rien pu faire devant un super Hinault, malgré la présence à ses côtés de son équipier Kuiper. A chaque fois, lui le sprinter, il est battu dans sa spécialité par des coureurs qui ont su manœuvrer avec habileté à l'approche de la ligne d'arrivée, en menant le sprint de loin. Mais je pense qu'on ne va pas tarder à retrouver un Belge à la première place. L'un de mes représentants: Kuiper, Van Der Poel, De Meyer ou De Vlaeminck peut fournir ce vainqueur ainsi que Willens. Nous devons mettre fin à la suprématie affichée depuis dix ans par les visiteurs étrangers. Croyez-moi, je vais motiver mes coureurs et ne soyez pas étonnés si cette fois Hinault rentre dans le rang. Nous l'attaquerons continuellement. »

Cette déclaration de guerre de Fred de Bruyne démontre l'état d'esprit qui présidera à Liège-Bastogne-Liège. Le champion du monde Bernard Hinault sera pour le peloton et principalement les Belges, la cible numéro un. Cela n'empêche pas notre Breton d'être confiant sur ses possibilités. Certes, depuis son succès dans Paris-Roubaix et la naissance de son second fils Alexandre, le « blaireau » semble un peu moins motivé. Ses préoccupations vont ailleurs. Mais, connaissant sa soif de vaincre, on peut croire tout de même en ses chances sur un terrain accidenté, qui lui convient à merveille. Les principales difficultés sont: le mur de Stockeu (une ascension à 18 % sur 50 m), le mur du Stavelot et la côte de Haute Levée. C'est dans cette dernière ascension que le Breton s'était échappé pour remporter la victoire l'an dernier.

« Le titre de favori ne me plaît pas, dit-il. *Je ne vais pas, parce que j'ai remporté Paris-Roubaix, imposer ma loi à chaque sortie à mes adversaires. Ils ne sont pas des manchots. Je sais le public en veut toujours plus. Mais un coureur n'est pas à l'abri d'une défaillance. J'en sais quelque chose. Comme tout ouvrier dans son travail, j'éprouve aussi le besoin de souffler. La saison est encore longue. D'autres objectifs m'attendent. Pour Liège-Bastogne-Liège, laissons la course se dérouler normalement sans faire trop de projets ambitieux. »*

Jean-Yves MARREC

AU SPRINT

• **LES QUARTS DE FINALE** de la Coupe de France sont : Bordeaux (D1) - Strasbourg (D1) ; Lens (D1) - Lille (D1) ; Saint-Etienne (D1) - La Paillade Montpellier (D2) ; Martigues (D2) - Bastia (D1).

Les matches aller auront lieu le vendredi 8 mai sur les terrains des clubs nommés en premier, les matches retour étant prévus le mardi 19 mai.

• **LA FRANCE** a remporté une petite victoire sur l'Espagne (1-0), jeudi soir, lors de la deuxième journée du groupe A du tournoi international juniors de Cannes. Il fallut un penalty indiscutable pour que l'Avignonais Lucchesi marque l'unique but de la rencontre.

Classement : 1. Pays-Bas, 4 points ; 2. Pologne, 2 ; 3. France, 2 ; 4. Espagne, 0.

• **LA FRANCE** a battu l'Angleterre par cinq victoires à quatre, jeudi soir à Novi Sad, dans le tournoi masculin par équipe de première division des championnats du monde de tennis de table.

C'est la troisième victoire en quatre matches des pongistes français.

• **L'EQUIPE DE FRANCE** de handball a battu celle de Belgique, 18-14, dans une rencontre comptant pour la onzième Coupe latine junior, disputée jeudi à Cadix.

Dans la deuxième rencontre de la soirée, la Roumanie a battu la sélection d'Andalousie par 33 à 15.

Classement : 1. Roumanie et France, 4 points ; 3. Andalousie et Belgique, 0.

• **LE TOURNOI DE TENNIS** de Monte-Carlo connaît, depuis jeudi soir, le premier de ses demi-finalistes en la personne de l'Italien Adriano Panatta, qui a battu l'Espagnol Jose Higueras en trois sets (6-1, 1-6, 6-4).

BANDE DESSINEE



Pichon, les dessous de deux sous

Il est obsédé par les poupées gonflables, les banques du sperme, les prostituées bizarres. Mais son humour, parfois scabreux, ne s'arrête pas là. Il sait aussi voir toute la poésie d'une longue vague qui s'écrase sur une plage et peut servir de vêtement à un homme nu. En quelques coups de crayon, il cerne l'angoisse de l'être humain, dans une chambre vide, quand la lune, terrifiante, se lève...

C'est Michel Pichon, un être aussi tendre dans la vie qu'il peut être cruel dans ses dessins. Son nouvel album, *Pour deux sous de violettes,* raconte les malheurs du couple. Si l'homme et la femme ont raison d'explorer tous les possibles de leurs corps, ils risquent parfois quelques surprises, voire des aventures macabres. Si Pichon décrit minutieusement toutes les horreurs de la vie quotidienne (et avec un humour littéralement explosif), c'est pour nous lancer quelques avertissements discrets. Car cet homme au grand cœur en a assez que ses semblables se torturent sans cesse, même dans l'amour.

Nous l'avons rencontré pour lui poser quelques questions :

« Tu es un dessinateur politique ?

— *C'est ma politique à moi. Mais les rapports humains m'intéressent plus que les hommes politiques. Dans ce qu'on fait (et je n'échappe pas à la règle), on raconte toujours ses fantasmes, et c'est cela qui me préoccupe. Je ne me considère pas comme un dessinateur politique, non. Mais mes histoires de banques du sperme, certains peuvent trouver cela politique... Ils peuvent penser que je soulève là un problème économique !*

— Pourtant, tu travailles plutôt avec des journaux de gauche ?

— *A moi tout seul, je suis plus de gauche que n'importe qui ! La véritable gauche qui me convienne, c'est l'individualisme.*

— Et comment vois-tu la bande dessinée en ce moment ?

— *Autant de surconsommation qu'en politique ! C'est l'inflation ! En trois mois, plus de 150 albums, c'est trop ! Et l'année prochaine, pourquoi pas 200 albums par mois ? Evidemment, cela offre une liberté plus grande, il y aura plus de créateurs, mais c'est tout de même sacrément dangereux. Et, obligatoirement, cela enlève un peu de qualité au genre.*

— Qui sont tes grands auteurs de bande dessinée ?

— *Il y en a beaucoup, de Caran d'Ache à Ronald Searle, de Gotlib à l'équipe de* Hara-Kiri. *Moebius aussi est un bonhomme important.*

— Qu'est-ce que tu nous prépares ?

— *Un album pour les éditions du Fromage, qui reprendra les bandes dessinées que je fais en ce moment pour* l'Echo des Savanes *et des dessins de Hara-Kiri.* Je pense que le titre sera « On croit rêver ». Un album pas cher, quinze francs, très populaire. Un vrai album de bandes dessinées avec de courtes histoires, alors que j'ai fait longtemps des dessins uniques. »

Propos recueillis par Bernard BLANC

• Pour deux sous de violettes, *(Le Square/Albin Michel).* Bitreries, *(Glénat).* Qui n'a pas ses petits soucis ?, *(Ed. Le Square).*

AU JOUR LE JOUR

Mit dir, Lili Marleen!

par Gabrielle ROLIN

ELLE vous assaille dans le métro, vous poursuit le long des rues que tapisse son image. Coiffée d'un haut de forme, sourire aux lèvres et mains aux hanches, elle parade devant les croix gammées. Vous choque-t-elle ? C'est son but, son plaisir. Elle vous lance à la face la chanson la plus célèbre du monde, celle que tous les soldats allemands fredonnèrent durant la Seconde Guerre mondiale. Et pas seulement les Allemands ! De part et d'autre du front, dans les maquis, dans les tranchées, chacun avait au cœur ou à la bouche la complainte de Lili Marleen.

Cette gloire, elle l'attendait depuis près de trente ans. C'est en 1915 qu'un obscur trouffion, du nom de Hans Leip, dédia à ses deux belles amies, Lili et Marleen, un poème qui passa totalement inaperçu. C'est en 1937 qu'un compositeur, Norbert Schultze, mit les vers en musique. Mais le disque qui sortit chez Electrola n'intéressa personne. Jusqu'au jour où... Diffusée par hasard pour distraire les combattants de la Wehrmacht, il s'imposa d'emblée, devint l'hymne des champs de bataille, malgré les réticences de Goebbels, allergique à « *ce mélo qui sent la danse macabre* ».

Que la nostalgie vieillisse bien, que l'âge augmente ses attraits, Lili Marleen, increvable sexagénaire, nous le prouve en séduisant l'enfant terrible du cinéma allemand, Rainer Werner Fassbinder, qui pourrait être son petit-fils. Certes, il n'a pas cédé sans réticences. Dans une émission de télé que vous verrez prochainement*, il avoue qu'il aurait préféré « *dire non* », mais qu'il a plié devant les arguments budgétaires qui lui donnaient l'espoir de faire de cette histoire « son » histoire.

Y est-il parvenu ? Les admirateurs de ses films précédents, *les Larmes amères de Petra von Kant* et *le Mariage de Maria Braun*, hésiteront à se prononcer.

Gêné par un scénario conventionnel, Fassbinder ne s'est permis que de modestes libertés, griffant du bout des ongles la belle image d'Epinal afin qu'elle prenne du relief. Sous la petite sirène de caf'conc' perce l'arriviste lucide, lancée à l'assaut de la fortune, des diam's, des renards blancs. Sans doute risque-t-elle sa vie et même sa carrière pour sauver son amant juif, mais les millions d'autres victimes la laissent de marbre.

Que les bombes pleuvent, que l'Europe brûle, que les camps se remplissent, elle s'en lave les mains. D'ailleurs, l'avenir lui apprendra qu'aucun homme ne mérite qu'on se sacrifie pour lui. Dès la paix revenue, l'amant ne demande qu'à oublier les exploits et les amours des temps héroïques, pour épouser une riche et digne héritière.

L'imbécile ! Comme si on oubliait jamais Hanna Schygulla ! Non que cette Lili Marleen ait la voix ou les jambes de Marlène Dietrich. Mais elle possède un atout maître : une vitalité d'ogresse. En deux coups de reins et trois coups de gueule, elle dissipe le sang et les larmes, prête à la mort son sourire de vamp et nous force à nous exclamer, avec Apollinaire : « *Ah Dieu, que la guerre est jolie !* »

« *Si jolie que ça ?* » riposte Fassbinder en nous entraînant sur les champs de bataille. Un pied dans le rêve, un autre dans la boue, nous clopinons à sa suite au son de l'immortelle rengaine.

• *Sur A2, le 27 avril à 22 h 45.*

ENQUETE

De la musique après toutes choses

APRÈS un désert musical de quelques décennies dû, en partie, aux deux guerres mondiales, la France redevient un pays où la musique est un objet d'attention important. Les chiffres le prouvent : de 681 concerts d'orchestres régionaux, donnés durant la saison 1974-1975 devant un auditoire de 539 000 personnes, on est passé à 768 en 1978-1979 pour un public global de 881 000 personnes. Autre signe de regain : la vente des instruments de musique — flûtes à bec et pianos, par exemple — a quintuplé en dix ans.

Mais il ne faut pas se leurrer. L'édifice musical reste très fragile. Si la multiplication des orchestres et le spectaculaire essor des médias ont provoqué un appétit de musique dans toutes les couches de la société, le public ne devient pas toujours participant. Il pratique peu la musique. Et pour cause : l'enseignement, qui est à la base de toute vraie démocratisation, est loin de répondre aux exigences requises.



La manche : bien souvent, c'est un appoint, hélas, nécessaire pour les jeunes musiciens. (Photo Frédéric Pitchal)



Dans l'enseignement primaire, les instituteurs n'ont aucune formation pédagogique sérieuse dans ce domaine. Dans le secondaire, les cours de musique ne sont obligatoires que pendant le premier cycle. Dans l'enseignement technique, ils n'existent pas. Dans l'enseignement spécialisé, enfin, malgré un développement énorme, les lacunes sont nombreuses : trois régions (la Corse, le Limousin et le Poitou-Charentes) ne disposent encore d'aucun conservatoire national ; quarante-neuf départements n'ont pas d'école nationale de musique et dix-neuf ne possèdent même pas d'établissement agréé par l'Etat.

Le prix des instruments contribue peut-être à cette misère musicale. Un piano d'étude coûte au moins 8 000 à 9 000 francs. Aussi ne faut-il pas s'étonner que la musique soit encore, pour beaucoup, un luxe. Et, en temps de crise, on sait ce qu'il advient du luxe...

Jean-Vincent RICHARD

CHEZ VOUS CHEZ NOUS

Saint-Ouen. Concert : *Bruce Springsteen.*

Lyrique, bête de scène (plus de trois heures), il sera entouré par la fine fleur des musiciens new-yorkais. Palais des sports, à 20 heures. Les 18 et 19 avril.

TELEVISION

Hors jeu

«Salut champion»

UNE série de sept épisodes de cinquante-cinq minutes, dont chacun a pour toile de fond un sport déterminé. Certes, l'idée était alléchante, mais tout ce que l'on avait vu jusqu'ici avait été si mal traité, que l'on restait méfiant. A juste titre.

Salut champion, écrit par le journaliste Denis Lalanne, et mis en image par des professionnels confirmés tels Christian Gion ou Just Jaeckin, ne nous réconcilie guère en effet avec les feuilletons qui se veulent le reflet d'une catégorie socio-professionnelle.

Dévoiler les coulisses du sport n'était pas une mince affaire Mais de là à tomber, sans vergogne, dans tous les clichés que suscite une telle entreprise, c'est vraiment consternant. Comment peut-on passer à côté d'un sujet aussi riche ?

L'épisode de jeudi, consacré au rugby, constitue l'exemple de la médiocrité de cette série. Cette discipline est en effet une nouvelle fois dépeinte à travers la fameuse « troisième mi-temps »... Ras le bol de ce mythe de belle fraternité et de franche camaraderie entre les joueurs.



Chantal Nobel et Jacques Charrier. (Photo Interpress)

Il est d'autant plus dommage que le ballon ovale est sans doute le sport qui se prête le mieux à une analyse profonde du public. Le spectacle n'a pas lieu sur le terrain et dans le « pub » quelques heures après le match, mais bien dans les tribunes. Et cela, Christian Gion l'a oublié.

D'autre part, le tennis et le sport automobile sont traités comme des disciplines gangrenées par « l'appel des dollars ».

On ne pouvait enfoncer de portes plus ouvertes. Il aurait été plus judicieux de s'attacher à la condition psychologique d'un tennisman pénétrant sur un court ou d'un pilote s'engouffrant dans sa voiture, plutôt que de s'intéresser à leur compte en banque. Evidemment, l'exercice de style était différent...

Une fois de plus, la télévision a dépeint sans succès un milieu socio-professionnel. Il faudrait dire, beaucoup plus professionnel que social. En effet, Denis Lalanne s'est contenté d'évoquer le sport d'élite, et sa seule tentative de démocratisation, à l'occasion du sixième épisode (le bon couloir), n'est guère réussie.

Philippe BALLAND

• *Série, chaque jeudi soir, sur TF1, à 21 h 05.*



Danièle Evenou et Vladimir Ivanovsky. (Photo Interpress)

Calme plat pour un vent de folie

«Samantha», de Victor Vicas

UNE belle fille de trente ans, victime d'un coup de foudre pour Pierre Mondy. Ça, c'est de la fiction... Ainsi démarre *Samantha,* épique comédie « incroyable » qui narre les aventures de la délicieuse Danielle Evenou au pays de la loufoquerie incongrue.

Sans doute *Samantha* est-il le nom d'un typhon et personne n'en est surpris. Sur son passage, la logique se désintègre et les rationalistes les plus convaincus font figure d'imbéciles. Car, c'est vrai, elle ne ment jamais et les événements les plus extravagants s'acharnent à sa poursuite. Qu'elle s'amourache d'un médecin quinquagénaire (?), bedonnant et pantouflard, passe encore.

Mais à peine se baigne-t-elle qu'un Canadair l'emporte hors des flots pour la déposer... sur un arbre. Au casino, elle fait sauter la banque sans même s'en apercevoir, et le malheureux jour où elle tente d'acheter un revolver en vue d'un suicide, voilà-t-y pas que des gangsters débarquent, dévalisent l'armurerie et la prennent en otage... Pauvre Samantha. Pauvres gangsters aussi...

Avec le brio qu'on lui connaît, Victor Vicas prend un malin plaisir à nous égarer dans les arcanes de ce vent de folie. Le résultat est parfois heureux. Mais le souffle manque souvent. La charge se fait lourde et la caricature s'écule.

Sans doute cela tient-il à la faiblesse d'un scénario qui, s'il tenait « la bonne idée », n'a pas su, comme souvent, l'exploiter. Trop de rebondissements, de personnages secondaires, de complaisance face aux idées reçues. Trop de coups de théâtre en bout de course. C'est fatiguant. On ne sait plus quelle fin choisir.

• *Mercredi 22 avril, sur TF1, à 20 h 50.*

«Tomi Ungerer, né en colère», de José-Maria Berzosa

Portrait du peintre alsacien

«*LA France, c'est la ligne Maginot et le Centre Pompidou. C'est une nation de gallinacés à laquelle je ne dois rien.* » L'œil acerbe de l'affichiste, illustrateur et humoriste Tomi Ungerer, pétille, amusé par les provocations énoncées par cette autre partie de son corps, la bouche, comme s'il y avait aussi dichotomie entre son visage et son cœur, ses dires et ses sentiments. Une hydre à deux têtes, la désillusion de Ungerer pour son pays.

D'abord la notoriété. Qui le connaît en France, alors que les Etats-Unis où il a séjourné de nombreuses années, l'Allemagne et la Suisse lui ont ouvert les bras ? Ensuite le patriotisme. Apparemment, ce n'est pas son meilleur compagnon. Le régionalisme c'est différent, et il revendique sa spécificité alsacienne, son identité. « *Nous sommes des gens qui ne faisons pas d'histoires* », souligne-t-il, « *donc qui n'entrons pas dans l'Histoire. Nous sommes toujours restés spectateurs* ».

Mais, cette fois-ci, Tomi est acteur. Ne jouons-nous pas chacun notre propre histoire ? Le réalisateur José-Maria Berzosa, qui construit toujours ses films à partir de sa propre reflexion sur les personnages et qui aime les clins d'œil, l'a placé, pour une séquence, au milieu d'une assemblée de témoins on ne peut plus attentifs et muets... Les mannequins de cire du musée Grévin.

Il semble que l'impulsif Ungerer ne se sente pas très à l'aise dans cette mise en scène pour nous conter ses souvenirs sur la Seconde Guerre (il avait huit ans en 1939), les nazis,les sévices de l'école où « *pour un mot prononcé en alsacien, on avait une heure de punition* ». Bref, tout ce qui a contribué à cette colère qui gronde en lui et qu'il exploite.

Drôle de personnage quand même qui dessine de véritables danses macabres de supplices et de squelettes, des dessins satiriques dénonçant les tares de nos sociétés repues et dévorées par le matérialisme et l'automatisme sexuel, aussi bien que des illustrations fraîches et naïves dans des livres pour enfants. Et il insiste sur le



fait que ses dessins pour adultes ne doivent pas « tomber » dans les mains des petits. Tomi serait-il moraliste ? Berzosa ironise en présentant un garçonnet qui se refuse à feuilleter les livres pour les grands « *afin de faire plaisir à M. Ungerer* » !...

Le dessinateur ne dit-il pas lui-même : « *Les idées ne servent à rien, il faut les transposer.* » C'est ce que fait Berzosa, avec humour et talent, même si, pour une fois, le réalisateur et son sujet ne se rencontrent pas toujours.

Mireille DUMAS

• *Sur Antenne 2, mercredi 22 avril, à 22 h 55. Une exposition consacrée à Tomi Ungerer aura lieu au musée des Arts décoratifs à Paris, du 29 avril au 27 juillet.*

ENTRE LES ONDES

Saison musicale sur FR3

Une véritable saison musicale convie les mélomanes sur FR3. Place de l'Opéra d'abord, avec une somptueuse *Tosca,* le samedi 18 avril à 20 h 30, avec Montserrat-Caballe, José Carreras et Juan Pons, en stéréophonie avec France-Musique. Le samedi 9 mai à 20 h 30, *la Périchole,* d'Offenbach, dans une réalisation de Bernard Maigrot qui ravira certainement les amateurs d'opérettes. Le samedi 16 mai, on pourra assister à la tragédie ballet *Salomé,* avec Ludmilla Tcherina, Michel Auclair, Madeleine Sologne et Jean-Paul Zehnacker. Enfin, les balletomanes retrouveront *Gisèle* le samedi 27 juin à 20 h 30.

Petites annonces ou chasseurs de tête...

Réalisatrice cherche jeune comédienne pour téléfilm-jeunesse. Simone Vannier qui va commencer début mai le tournage du *Théâtre de la mer* a « écumé » les agences de comédiens sans trouver celle qu'elle cherche.

« *Pour ce rôle de fausse sirène de la Foire du Trône, il faut une jeune fille au physique conventionnel, perdue dans le monde et donnant l'impression de venir d'ailleurs. Je vais me tourner vers les cours de danse* », déclare la réalisatrice qui demande également un jeune comédien noir de dix-sept ans, « *lui, par contre, équilibré et sympathique* ».

On recherche

Etudiant, militant socialiste, recherche à bas prix *l'Histoire de la Révolution française,* de Jean Jaurès. S'adresser à Pascal Joudiou, 2, allée Colbert, 91230 Montgeron.

Voudrais acheter les **œuvres complètes de Diderot** (Ed. Garnier ou Club français du livre) et les **œuvres complètes de Valéry Larbaud** (Gallimard). Ecrire à M. Pobers, 8, rue des Quatre-Vents, 75006 Paris, ou tél. le matin au 633-99-05.

TRIBUNE

Un vote pour le salut du livre

DEPUIS sept ans, les conditions dans lesquelles s'est exercée en France l'intervention du pouvoir d'Etat dans le domaine littéraire en ont considérablement aggravé la précarité.

Ni le développement de l'audio-visuel, ni les progrès de l'information technologique ne sauraient se substituer à la littérature, lieu de réflexion, de critique et d'approfondissement humain à tous les niveaux. L'acte d'écrire demeure un acte dont la responsabilité engage bien au-delà du geste marchand de l'offre et de la demande. Le livre, de même, est un instrument de culture irremplaçable, qui ne peut être assimilé à un objet de consommation courante.

Or, que voyons-nous ? L'édition est menacée par des concentrations scandaleuses, elles-mêmes facilitées par une fiscalité écrasante et désordonnée. L'arrêté Monory a été maintenu contre le vœu quasi unanime des professionnels, sans qu'aucun avantage appréciable s'en soit dégagé d'ailleurs, ni pour les auteurs ni pour les lecteurs. L'ensemble de la production littéraire et de la librairie est abandonné à un « marché » faussement cosmopolite, en fait étroitement conformiste où priment les sous-produits de sous-produits.

Il n'appartient pas à un pouvoir politique d'intervenir directement dans le travail de la création intellectuelle. L'expérience prouve que tout régime totalitaire commence par agresser l'indépendance de l'expression écrite. Il y a un rapport étroit entre la liberté d'écrire et la liberté tout court. Mais il ne suffit pas de proclamer cette liberté, il faut encore doter l'ensemble de la communauté de tous les moyens d'en profiter. L'état de la lecture en France montre qu'elle reste un privilège.

Ecrivains d'origines et de sensibilités diverses, nous ne pouvons être non plus indifférents à la situation désastreuse des secteurs culturels les plus proches de notre activité. Maisons de la Culture en ruine ou traitées par le mépris ; bibliothèques sans crédits, sans locaux, sans plan d'ensemble à l'échelle nationale ; programmes d'enseignement secondaire de l'histoire aboutissant au démantèlement de la mémoire collective ; mise au pas plus ou moins sournoise de l'enseignement de la philosophie ; aspect chaotique de l'enseignement des langues ; autant de symptômes d'une volonté du pouvoir central de s'en tenir à la rentabilité tout en érodant les disciplines qui préparent les esprits libres.

A la fois mesquine, autoritaire et soumise au règne de l'argent, la politique culturelle de Giscard d'Estaing est inséparable du reste de sa politique. On ne peut condamner cette politique sans en sanctionner les exécutants, ni sanctionner ceux-ci à l'exclusion de leur inspirateur. Seul, aujourd'hui, le Parti socialiste (notamment lors du colloque de Valence en janvier 1981), a envisagé une « politique du livre » qui tienne compte à la fois de la sauvegarde du patrimoine, de la création vivante, des besoins des producteurs et de l'aspiration politique. C'est pourquoi nous appelons à voter, dès le 26 avril, pour l'homme de liberté et de culture, attentif aux vrais enjeux de l'acte d'écrire, qu'est François Mitterrand.

Robert **Abirached** ; Jean-Paul **Aron** ; Roger **Ascot** ; François **Aubral** ; Colette **Audry** ; Elisabeth **Badinter** ; Jean-Pierre **Baldi** ; François-Régis **Bastide** ; Michel **Bataille** ; Nella **Bielski** ; Jacques **Bouveresse** ; Robert **Brechon** ; Serge **Brindeau** ; Aimé **Cesaire** ; Edmonde **Charles-Roux** ; Pierre **Charlot** ; Maurice **Chavardès** ; Michel **Ciment** ; Henry **Clair** ; Guy **Claisse** ; Georges **Conchon** ; Régis **Debray** ; Michel **de Certeau** ; Régine **Deforges** ; Patrice **Delbourg** ; Elisabeth **de Fontenay** ; Georgette **Elgey** ; Claire **Etcherelli** ; **Etiemble** ; René **Fallet** ; Jean-Pierre **Faye** ; Guy **Foissy** ; Max **Gallo** ; Pierre **Gentil** ; Patrick **Gofman** ; Charles **Gombault** ; Xavier **Graal** ; Benoîte **Groult** ; Henri **Guillemin** ; Henri **Heinemann** ; Pierre Jakes **Helias** ; Roger **Ikor** ; Vladimir **Jankelevitch** ; Alain **Jouffroy** ; Charles-André **Julien** ; Simonne **Lacouture** ; Jean **Lacouture** ; Maurice **Lacroix** ; Gérard **Legrand** ; Françoise **Mallet-Joris** ; Georges **Mamy** ; Michèle **Manceaux** ; Claude **Manceron** ; Louis **Marin** ; Jean-Jacques **Mayoux** ; Robert **Misrahi** ; HélèneMisserly ; Yves **Navarre** ; Eric **Orsenna** ; Pascal **Ory** ; Paul **Palmiery** ; Jérôme **Peignot** ; Maurice **Perisset** ; Yvonne **Pierre-Rochez** ; René-Victor **Pilhes** ; Bernard **Pingaud** ; Suzanne **Prou** ; Jean **Rabaut** ; Françoise **Renaudot** ; Gabrielle **Rolin** ; Gérard **Rougeron** ; David **Rousset** ; Françoise **Sagan** ; Pascal **Sevran** ; Philippe **Sussel.**

La tour Eiffel va perdre son tablier de dentelle

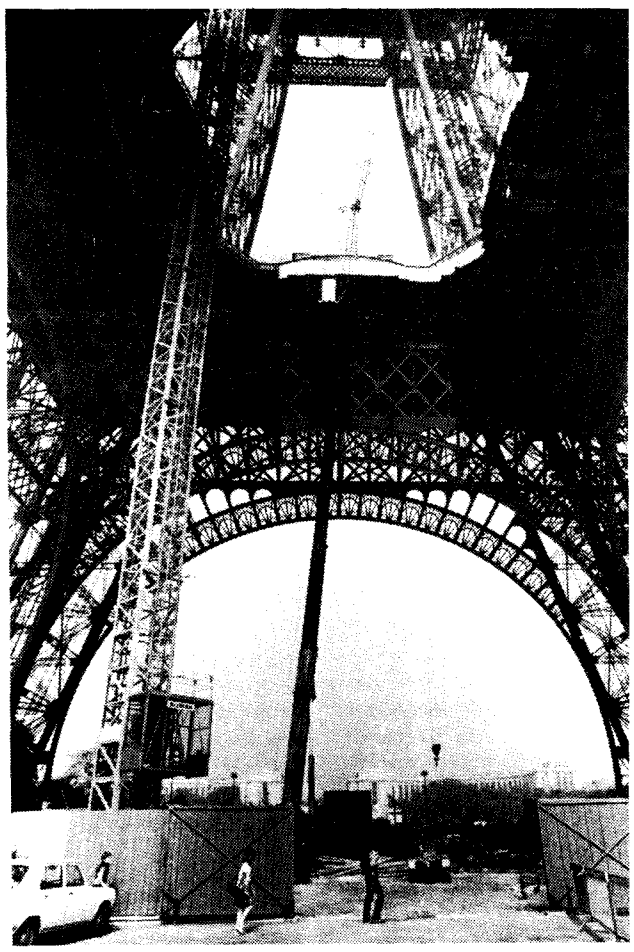
LA tour Eiffel ne retrouvera pas le feston d'arcades qui, à l'origine, ourlait la galerie de sa première plate-forme. A l'occasion de ses travaux de rajeunissement, entrepris, il y a six semaines, par la Société nouvelle de la tour Eiffel, la commission départementale des sites de Paris vient en effet de décider que la « vieille dame » (quatre-vingt-douze ans) doit conserver les lignes droites et sobres qui, depuis l'exposition de 1937, soulignent — en harmonie avec le palais de Chaillot — son premier niveau.

Dans l'avis formulé avant la délivrance du permis de bâtir, au mois de janvier 1980, la commission s'est prononcée pour *« le maintien des modifications architecturales intervenues lors de l'Exposition universelle »*. Le permis déposé par la SNTE, et qui avait été élaboré en collaboration avec les bâtiments de France, prévoyait, à l'occasion du réaménagement des 4 000 mètres carrés de la première plate-forme, la reconstruction, sur trois des quatre parois de ce niveau, de trois arcades. Seul le côté donnant sur l'Ecole militaire devait, pour une meilleure perspective, rester totalement plat.

Si elle est de nature à alléger le montant des travaux (évalués au total à 190 millions de francs), la volonté de « sobriété » de la commission des sites inquiète cependant le président de la SNTE, M. Bernard Rocher, adjoint au maire de Paris.

Cette décision risque de retarder les travaux sur la première plate-forme de la tour, engagés en particulier pour soulager le monument de la surcharge de mille tonnes (jamais envisagée par Gustave Eiffel) que diverses constructions hétéroclites accumulées au fil des ans lui font supporter.

La SNTE va maintenant mettre au point un nouveau projet (le précédent avait été déposé il y a deux mois) qui sera à son tour soumis à la commission des sites dont la prochaine réunion aura lieu normalement dans un mois.



Les travaux à la tour Eiffel. (Photo AP)



Vania Villers et Aïna Walle dans *les Héritiers*. Sur A2, samedi 18 avril, à 20 h 35. (Photo Kipa)

Vendredi 17 avril

tf1

20 h 20 — Campagne électorale.

21 h 00 — Le vaisseau fantôme.
Opéra de Richard Wagner, enregistré à l'Opéra de Paris. Mise en scène de Jean-Claude Riber. Réalisation : Jean Hennin. Avec José van Dam, Robert Schunk, Hildegard Behrens, Norbert Orth, Linda Finnie, Peter Meyen.
Un livret inspiré d'une vieille légende de Heine.

A2

19 h 45 — Journal et campagne électorale.

22 h 00 — Apostrophes.
Emission de Bernard Pivot. Réalisation : François Chatel.
Pardonner à ceux qui nous ont offensé ? Le pardon, base de la plupart des grandes doctrines morales.
Avec Nicole Avril : *la Disgrâce* (Albin Michel), un roman sur la laideur ; Jean de Beer : *l'Aventure chrétienne* (Stock), trois siècles de chrétienté ; Jean Mialet : *le Déporté* (Fayard). (Peut-on pardonner à ceux qui ont voulu l'extermination ?) ; Bernard Lambert : *Coucher de soleil* (Hallier-Albin Michel). (Le cancer un calvaire) ; Mgr Paul Poupard : *le Pape* (PUF) ; Louis Sala-Molins : *Dictionnaire des inquisiteurs* * (Galilée).
* *Voir articles de Claude Broussouloux dans* Combat socialiste, *n° 1, du 25 février 1981, et n° 27 du 2 avril 1981.*

23 h 30 — *Ciné-club. Mais où est donc Ornicar*
Cycle jeune cinéma français. Film de Bertrand Van Effenterre (1978).
Avec Géraldine Chaplin, Brigitte Fossey, Didier Flamand, Jean-François Stévenin, Anna Prucnal.
Isabelle mène une enquête sur la communication humaine ; Anne est chef d'atelier dans un garage. Comment les enfants de Mai 68 supportent aujourd'hui leurs trente ans.

FR3

20 h 30 — Campagne électorale.

20 h 50 — Le nouveau vendredi. La montagne apprivoisée.
Emission d'André Sabas. Reportage de Jean-Jacques Mauriat. Réalisation Daniel Martineau. Avec la participation des directeurs des services des pistes : André Martzolf (La Plagne), Jeannot Cattelin (Les Trois Vallées), Jean-Pierre Vorget (Valmorel).
De 1968 à 1980, le total des risques courus par les skieurs sur les pistes a été divisé par quatre. Les pistes ; la prévention ; le secourisme.

21 h 50 — La sagesse de la terre. La mort et la Bretagne. Téléfilm écrit et réalisé par Michel Sibra.
Avec la participation de Jeanne Cartier, Jean Markale, historien des Celtes ; Jean Berthou, chercheur au CNRS ; Pierre Gondard, Emilien Tessier, Pierre-Olivier Scotto, comédiens, et Gwenc'Hlan Le Scouezec, auteur du *Guide noir de la Bretagne mystérieuse.*

Samedi 18 avril

11 h 55 — **Début des émissions.**

20 h 30 — **Numéro un : Julien Clerc.**
Emission de Maritie et Gilbert Carpentier.
Avec Francis Cabrel, Maxime Le Forestier, Lio, Gotainer, Stray Cats, Mireille Mathieu, Francis Huster et Fabienne Thibaud.

21 h 40 — **Dallas.**
Réalisation : Vincent McEveety.
Votre navet favori : la semaine où Kristin s'éprend d'une jeune starlette qui, malheureusement pour lui, intéresse également le diabolique J.R.

20 h 35 — **Les héritiers. Les brus.**
Réalisation de Juan Bunuel.
Avec Françoise Brion, Michel Auclair, Françoise Arnoul, Michèle Grellier, Philippe Rouleau.
Charles Moissac, le fondateur des grands magasins « Aux Dames du Roy », meurt à soixante-quinze ans entouré de ses quatre fils et de ses quatre brus, qui vont se partager son énorme héritage. En réalité, un de ses fils, médecin, découvre que son père a été empoisonné par l'un des membres de la famille.

23 h 00 — **Les carnets de l'aventure.**
Une série proposée par Pierre François Degeorges.
Réalisation François Dion.
Atacuary, cent deux jours dans l'enfer amazonien.
Jacques Bock préfère la jungle qu'être gardien de la paix. En août 1980, il quitte la police, part en compagnie du photographe Emmanuel Valentin pour explorer une zone inconnue de la forêt amazonienne, là où vivent encore les derniers groupes d'indiens Yagua.

20 h 30 — **La Tosca, de Puccini.**
Réalisation : Pierre Cavassilas. En stéréophonie avec France-Musique. Retransmission lyrique en différé de l'opéra de Nice. Mise en scène de Giuseppe de Tomasi. Direction musicale : Jesus Etcheverry.
Avec Montserrat Caballe, José Carreras, Juan Pons.

22 h 40 — **Ciné-regards.** Le nouveau cinéma espagnol.
Emission de Pierre-Andre Boutang. Réalisation : Jean Baronnet.
Reportage réalisé à Barcelone et à Madrid avec les cinéastes Antonio Ribas, Carlos Saura, Luis Berlanga, Fernando Trueba et Ricardo Franco.

Dimanche 19 avril

20 h 30 — **La charge héroïque.**
Film de John Ford. Avec John Wayne, John Agar et Joanne Dru.
Le capitaine Nathan Brittles, avant de prendre sa retraite, doit escorter un convoi dans lequel se trouve la charmante Olivia. Mais, bonne divine ! les indiens attaquent. Un grand classique du western.

22 h 00 — **Chant grégorien.**
Emission de Brigitte Carreau. Avec la participation de Dom Claire de l'abbaye de Solesmes, du chanoine Jeanneteau et d'Igor Reznikoff.
La résonance du corps et la résonance du lieu.

17 h 05 — **Le tourbillon des jours.** Cinquième épisode : Le domaine du cœur.
Réalisation : Jacques Doniol-Valcroze. Avec Yolande Folliot, Niels Arestrup, Mathé Souverbie.
Pendant que Charlotte prolonge son séjour à Paris, pour se remettre de son accouchement, Germain s'est lié avec une jeune veuve, Madeleine Chaumont, riche héritière d'un domaine qui jouxte celui de Germain.

20 h 35 — **La course du lièvre à travers les champs.**
Film de René Clément (1972). Avec Jean-Louis Trintignant, Robert Ryan, Lea Massari, Aldo Ray, Andrié Lawrence.
Tony, poursuivi par des gitans pour s'être rendu responsable d'un accident qui a coûté la vie à des enfants gitans, est constamment en fuite. Un film policier dont les protagonistes restent passionnément attachés à leur enfance. « Nous ne sommes, mon amour, *disait Lewis Carrol,* que des enfants vieillis qui s'agitent avant de trouver le repos. »

16 h 30 — **Aspect du court métrage français. Le manège.**
Film de Jean-Pierre Jeunet.
Une nuit, sous un terrifiant orage, des gens entraînent leurs enfants vers un mystérieux manège de chevaux de bois. Ce court métrage a obtenu le César 81 pour le meilleur film d'animation.

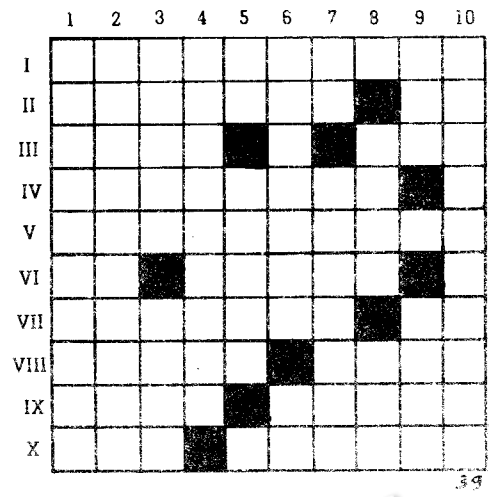
16 h 40 — **Prélude à l'après-midi.** Carrefour mondial de la guitare.
Présenté par Alexandre Lagoya.
Si tous les guitaristes du monde venaient jouer des œuvres de Manuel de Falla, de Fernando Sor, de Diabelli, de G. Sanz, de Joachim Turina, de Villa Lobos, de Barrios ou de Bach...

21 h 40 — **Vive l'histoire... et la peinture.**
Emission de Jean-Claude Bringuier et Roger Stéphane. Réalisation : Alain Taïeb.
Avec la participation de Georges Duby, Philippe Braunstein, Alain Besançon, Jean-Louis Ferrier et Jena Starobinski, historiens.
Des miniatures de Jean Fouquet jusqu'à Guernica, *le peintre accompagne et ponctue l'histoire.*



« **Numéro un** » **à Julien Clerc. Samedi 18 avril, à 20 h 30, sur TF1.** (Photo Patrick Roche, TF1)

Mots croisés Par Lionel

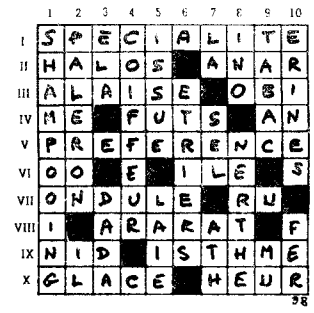


PROBLEME N° 39

Horizontalement. — I. Quand il n'est pas heureux, il ne desserre pas les dents. - II. Remis à sa place. Article. - III. Non apprêté. Eau-de-vie. - IV. Prolongement d'un mouvement basque. - V. Etude des tissus. - VI. Conjonction. Croît au bord de l'eau. - VII. Réservé. C'est après l'avoir ramassé qu'il faut s'incliner. - VIII. Victimes de Camille. Jeune échassier. - IX. Vont au ciel. Indien épris d'indépendance. - X. Risque des coups dès qu'il est fiché. Vont aussi vite que les rapides.

Verticalement. — 1. On ne sairait lui en vouloir de manger à deux rateliers. - 2. Noué. - 3. Asiles. Ne s'attrape pas sans peine. - 4. On trouve chez-eux des bouquets appreciés. - 5. Lac des Pyrénées. Blagues. - 6. Le petit pois en a besoin. Interjection enfantine. - 7. Adverbe. Monsieur X. - 8. Garantie. Lettre grecque. - 9. Dernier cri. Ajouté à l'eau, c'est toujours de l'aqua simplex. - 10. On oublie plus facilement le prochain que le premier.

SOLUTION DU N° 38



Combat

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand, 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

Ce numéro est vendu sans supplément de prix avec un encart « François Mitterrand propose », paginé de I à XVI.

La première force de la gauche, c'est la solidarité

Pendant des années, le pouvoir a monopolisé les médias.

Pour les socialistes, la campagne présidentielle est l'occasion d'expliquer, de convaincre, de combattre cette domination de la droite sur l'information.

Cet effort implique des moyens matériels hors de proportion avec les finances du PS.

Nous ne pouvons compter sur rien d'autre que vos contributions.

Aidez à la victoire.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Je soutiens financièrement la campagne du Parti socialiste
Je verse : ..... F

Chèque au nom de « Pierre Joxe - campagne présidentielle du Parti socialiste », 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.

SELECTION RADIO

Vendredi 17 avril

FRANCE-MUSIQUE

20 h 45 — **Le vaisseau fantôme.** Opéra de Richard Wagner.

FRANCE-CULTURE

20 h 00 — **Asolo.** Musica au balcon de l'Europe. Ou du rêve à l'action.
Emission de Françoise Favier.
Asolo, petite ville des collines de Vénétie, a été réveillée par une association de musique.

Samedi 18 avril

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 — **La Tosca,** de Giacomo Puccini. Soirée lyrique. Direction : Jesus Etcheverry. Avec les chœurs et l'orchestre de l'opéra de Nice. Avec Montserrat Caballe, Juan Pons et José Carreras.

FRANCE-CULTURE

20 h 00 — **Iémon ou le flot divisé.** Pièce de Tsuruya Namboku.
Réalisation : Jean-Pierre Colas (deuxième partie).
Avec Daniel Ivernel, Françoise Darbon, Sylvie Artel, Jean Leuvrais, Reine Bartève, Claude Nicot.

Dimanche 19 avril

FRANCE-MUSIQUE

20 h 05 — **Concert.** Avec l'orchestre symphonique du Nord Deutscher Rundfunk de Hambourg. Direction : Klaus Tennsted.
Mozart : Symphonie n° 32 en sol majeur « Ouverture italienne ». Frédéric Chopin : Concerto pour piano et orchestre n° 2 en fa mineur, opus 21. Gustav Mahler : Symphonie n° 1 en ré majeur « Titan ».

FRANCE-CULTURE

14 h 05 — **Les Facheux** de Molière, et **le Mercure galant** de Boursault. Présentés par la Comédie-Française. Réalisation Georges Gravier.

20 h 00 — **Albatros.** Poésie de l'Iran, par Chahrachoub Amirchahi et Alain Lance.

Combat
SOCIALISTE

La Maison de la culture de Grenoble ferme



La Maison de la culture de Grenoble, considérée comme un modèle de ce type d'institution, a dû fermer ses portes vendredi, pour une durée indéterminée.

CETTE décision, à laquelle le personnel ne s'est pas associé, a été prise à l'issue d'une démarche infructueuse du président de l'association gestionnaire, Georges Couffignal, auprès du ministère de tutelle, dans l'espoir d'obtenir un relèvement de l'année dernière. Faute d'obtenir satisfaction, le président a annoncé que 17 des 84 emplois de la Maison de la culture devraient être supprimés dans le cadre du plan de réorganisation, envisagé par le conseil d'administration après l'examen de plusieurs rapports alarmants — en particulier de celui de l'un des fondateurs, Bernard Gilman.

Ce conseil devrait se réunir dans le courant de la semaine pour étudier les conséquences de la décision de fermeture. En principe, il aura à désigner, avant le 20 mai, un directeur choisi parmi les candidats qui auront postulé d'ici à la fin du mois en cours. Ce nouveau responsable recevra mission de développer la création sans sacrifier l'animation culturelle et en accentuant l'interdisciplinarité.

Georges Lavaudant, directeur du Centre dramatique national des Alpes, installé dans les mêmes murs, a pour sa part publié un projet de sauvetage, davantage centré sur les spectacles et inaugurant une école d'art dramatique régionale tout en maintenant les activités antérieures concernant l'audiovisuel et les sciences sociales.

Dans *Combat socialiste* daté du mercredi 22 avril (en vente dès mardi soir) :

Exclusif

UN ENTRETIEN AVEC DANIELLE MITTERRAND

«Combattre les égoïsmes et les cynismes»

Jean-Claude Casadesus orchestre le soutien à François Mitterrand dans le Nord

Le chef d'orchestre Jean-Claude Casadesus a accepté, à la demande de Pierre Mauroy, de prendre la présidence du comité de soutien du département du Nord à François Mitterrand. Il donne ici les raisons de son engagement.

« J'AI vu quelles souffrances une prétendue fatalité pouvait entraîner ; j'ai vu les ravages, les misères morales et matérielles du chômage dans une région dotée d'un réel potentiel et peuplée de femmes et d'hommes laborieux et courageux. J'ai également profondément ressenti que la préoccupation du respect de l'individu n'était pas une utopie.

» Je crois le temps venu de faire la preuve qu'une société plus juste ne s'organise pas sur des critères de rentabilité, que le respect et la dignité des êtres doivent devenir des objectifs prioritaires, et l'économie un simple chemin vers une nouvelle félicité.

» Il me paraît nécessaire d'entreprendre une autre politique dont le souffle et l'élan généreux combattraient les égoïsmes et les cynismes qui sont les atours naturels des fins « justifiant les moyens ».

» Depuis que j'ai l'âge de voter, c'est la première fois que je rends public mon choix. Je ne suis pas un homme politique, et ma démarche n'est pas une adhésion à une organisation.

» Mais, avec des millions de Français et des milliers d'artistes qui ne veulent plus être traités en naïfs et qui veulent croire que demain leurs rêves peuvent devenir réalité, j'ai décidé d'apporter mon soutien à la candidature de François Mitterrand. »

Paribas était au rendez-vous

Restructuration au Dauphiné libéré

ON attendait Paribas et ce fut Paribas. C'est ainsi que l'on peut résumer la restructuration au sommet du journal *le Dauphiné libéré*.

Fin février, la SA Dauphiné libéré change ses satuts et met en place un directoire et un conseil de surveillance pour permettre au « président » Louis Richerot de passer la main à son plus proche collaborateur, Jean Gallois. Ce dernier devient donc président du directoire, Louis Richerot, quatre-vingt-deux ans « acceptant » comme première retraite la présidence du conseil de surveillance. Les journalistes, qui espéraient dès lors la fin de l'ère paternaliste de Louis Richerot, n'auront guère eu le temps de s'impatienter en attendant l'arrivée de nouveaux visages dans les structures dirigeantes du *Dauphiné*.

En effet, on pouvait penser que la période électorale bloquerait toutes décisions importantes jusqu'en juin. L'arrivée au directoire de Paul Dini, patron d'un groupe important de journaux gratuits de petites annonces sur la région Rhône-Alpes, infirme cette idée. Considéré comme l'homme de confiance des banques, son entrée dans le groupe de presse correspond, ces jours derniers, à la venue au conseil de surveillance d'un patron de presse et de deux industriels.

Charles Boileau, PDG de l'*Est Républicain*, arrive au *Dauphiné* pour le compte de Marcel Fournier, patron des magasins Carrefour, qui a déjà « tâté » de la presse dans le rachat de *l'Aurore*. Bruno Paturle, industriel savoyard, entre au conseil de surveillance pour la banque Nicollet de l'Isère, il est accompagné de Michel Duquenne, ce qui marque l'entrée de la banque de Paris et des Pays-Bas au *Dauphiné*.

On peut penser que cette « entrée » de Paribas est étroitement liée aux difficultés économiques qui font suite au « divorce » entre *le Dauphiné* et *le Progrès* de Jean-Charles Lignel.

L. Y. G.

Navette : les militaires pavoisent

LES militaires américains se livrent à un petit calcul depuis le retour de la navette spatiale : nous pouvons envoyer dans l'espace des satellites de 30 tonnes et les ramener sur Terre en cas de besoin, tandis que les Soviétiques ne peuvent pas lancer des charges supérieures à 11 tonnes et sont incapables de les ramener

« *Sans l'espace*, a déclaré le général Richard Henry, chef de la section spatiale de l'armée, de l'air américaine, *les Etats-Unis ne seront pas en mesure de déployer efficacement leurs forces armées.* » Une cinquantaine de satellites militaires assure déjà la majorité des communications à grande distance de l'armée et le Pentagone prévoir de lancer 14 nouveaux satellites militaires d'ici à 1986 grâce à la navette spatiale.

Le sénateur Harrison Schmitt, qui est un ancien astronaute, préconise la création d'un poste de commandement militaire spatial. Les astronautes militaires pourraient ainsi suivre les mouvements de troupes de navires et d'avions, enregistrer tous les essais de missiles mener des missions pour inspecter les satellites ennemis et, au besoin, les détruire.

D'ores et déjà, le Pentagone a pris la decision de moderniser la base aérienne de Vandenberg en Californie, d'où la navette pourra décoller à partir de 1984 pour se placer en orbite polaire, la seule qui permette de surveiller l'ensemble du territoire soviétique.

P.P.

Atlanta : la population proteste

LA population d'Atlanta a très violemment régi aux déclarations d'un agent du FBI, Mike Twibell, qui affirmait que quelques-unes des vingt-trois victimes avaient été tuées par leurs propres parents. Plusieurs parents des victimes ont tenu une conférence de presse, enjoignant le FBI de« *produire des preuves ou se taire* ».

L'ensemble de la population a réagi avec la même violence en appelant les différentes radios locales : « *C'est une conspiration contre les Noirs, c'est du lavage de cerveau.* » Une autre auditrice affirme : « *Le FBI cherche des boucs émissaires dans cette affaire. Je ne serais pas surprise d'entendre bientôt dire que les enfants se sont suicidés.* » Une autre conclut : « *Que le FBI retourne à Washington : nous avons une police locale qui est suffisamment bonne.* »

Le malaise ne date pas d'hier et correspond à l'arrivée des représentants de la police fédérale à Atlanta. « *Le FBI me dit que je suis suspect* », avait déclaré, l'an dernier, la mère d'une victime. D'autres parents avaient même été soumis à l'épreuve du détecteur de mensonge au cours de leur interrogatoire.

Les hypothèses et les rumeurs les plus diverses continuent à courir à Atlanta : on a parlé d'un tueur en uniforme, d'une femme, et même d'un homosexuel. La police recherche toujours l'« *homme à la voiture verte* » qui a été vu avec la dernière victime.

• **Les quinze mineurs bloqués** depuis mercredi soir par une explosion au fond d'une mine de charbon à Redstone (Colorado) ont été retrouvés morts par les sauveteurs vendredi matin.

• **Une centaine de responsables** syndicaux de la région parisienne, appartenant aux trois grandes centrales CGT, CFDT et FO ont signé un appel commun pour un 1er Mai unitaire.

« A tous les travailleurs, nous adressons cet appel. Faisons du 1er Mai une démonstration de force, tous ensemble, pour que, le 10 mai, Giscard soit battu,

• **Radio Plogoff**, radio libre, animée par la coordination antinucléaire de Bretagne, a commencé d'émettre jeudi, peu après 17 heures, depuis une maison particulière du bourg de Plogoff, sur 92 MHz.

RENAULT
Abbé Groult
Automobile - Concession

Bernard Prunier
107, rue de l'Abbé Groult
Paris 15 (Mo Convention) Tél. 532.71.20

sur 7000 m2
- Le service Renault
- Exposition de la gamme Renault
- Le crédit Renault
- L'après-vente Renault
- Les occasions Renault (garantie or)
- Une équipe de 80 personnes